

États financiers consolidés de

GROUPE TVA INC.

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux actionnaires de
Groupe TVA inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de **Groupe TVA inc.** qui comprennent les bilans consolidés aux 31 décembre 2012 et 2011, et les états consolidés des résultats, du résultat global, des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Groupe TVA inc. aux 31 décembre 2012 et 2011 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011 conformément aux Normes internationales d'information financière.

Ernst & Young S.R.L./S.E.V.C.R.L.¹

Montréal, Canada
Le 28 février 2013

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A104687

GROUPE TVA INC.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

États financiers consolidés

États consolidés des résultats.....	1
États consolidés du résultat global	2
États consolidés des capitaux propres	3
Bilans consolidés	4
États consolidés des flux de trésorerie	6
Notes afférentes aux états financiers consolidés	7

GROUPE TVA INC.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en milliers de dollars, sauf pour les montants relatifs aux données par action)

	Note	2012	2011
Revenus	2	457 366	445 495
Achats de biens et services	3	253 092	242 935
Coûts liés au personnel		158 717	152 036
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels	14 et 15	20 342	17 437
Charges financières	5	5 465	5 947
Dépréciation de l'écart d'acquisition	6	32 200	-
Gain sur disposition d'entreprises	7	(12 881)	-
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres	8 et 18	117	1 665
Bénéfice avant impôts sur le bénéfice et part du bénéfice dans les entreprises associées		314	25 475
Impôts sur le bénéfice	9	5 449	9 613
Part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées après impôts	13	3 391	(574)
(Perte nette) bénéfice net		(8 526)	16 436
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux (à la) :			
Actionnaires		(4 112)	25 603
Participation ne donnant pas le contrôle	25	(4 414)	(9 167)
Résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires	21	(0,17)	1,08

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

GROUPE TVA INC.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011
(en milliers de dollars)

	Note	2012	2011
(Perte nette) bénéfice net		(8 526) \$	16 436 \$
Autres éléments du résultat global :			
Régimes à prestations définies :			
Écart actuariel et variation nette de la limite des actifs et de l'obligation minimale de financement		(7 606)	(23 148)
Impôts différés	9	2 042	6 131
		(5 564)	(17 017)
Résultat global		(14 090) \$	(581) \$
Résultat global attribuable aux (à la) :			
Actionnaires		(9 676) \$	8 586 \$
Participation ne donnant pas le contrôle	25	(4 414)	(9 167)

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

GROUPE TVA INC.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES CAPITAUX PROPRES

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011
(en milliers de dollars)

	Capitaux propres attribuables aux actionnaires			Capitaux propres attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital- actions (note 21)	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis		
Solde au 31 décembre 2010	98 647 \$	– \$	170 784 \$	4 511 \$	273 942 \$
Bénéfice net (perte nette)	–	–	25 603	(9 167)	16 436
Autres éléments du résultat global	–	–	(17 017)	–	(17 017)
Dividendes	–	–	(2 377)	–	(2 377)
Contributions liées à la participation ne donnant pas le contrôle (note 25)	–	–	–	10 045	10 045
Solde au 31 décembre 2011	98 647	–	176 993	5 389	281 029
Perte nette	–	–	(4 112)	(4 414)	(8 526)
Autres éléments du résultat global	–	–	(5 564)	–	(5 564)
Contributions liées à la participation ne donnant pas le contrôle (note 25)	–	–	–	3 528	3 528
Disposition d'une participation dans SUN News (note 25)	–	581	–	(4 503)	(3 922)
Solde au 31 décembre 2012	98 647 \$	581 \$	167 317 \$	– \$	266 545 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

GROUPE TVA INC.

BILANS CONSOLIDÉS

31 décembre 2012 et 2011
(en milliers de dollars)

	Note	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Actif			
Actif à court terme			
Espèces		10 619 \$	1 756 \$
Débiteurs	11	119 077	121 658
Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks	12	67 579	61 954
Charges payées d'avance		2 426	2 690
Actif destiné à la vente	7	–	8 370
		199 701	196 428
Actif à long terme			
Droits de diffusion et de distribution	12	33 563	35 488
Placements	13	17 651	12 865
Immobilisations	14	98 494	102 007
Licences et autres actifs incorporels	15	112 056	114 539
Écart d'acquisition	16	39 781	71 981
Impôts différés	9	725	545
		302 270	337 425
Total de l'actif		501 971 \$	533 853 \$

GROUPE TVA INC.

BILANS CONSOLIDÉS (suite)

31 décembre 2012 et 2011
(en milliers de dollars)

	Note	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Passif et capitaux propres			
Passif à court terme			
Découvert bancaire		– \$	3 980 \$
Créditeurs et charges à payer	17	89 908	82 589
Droits de diffusion et de distribution à payer	25	16 966	15 778
Provisions	8 et 18	862	1 533
Revenus reportés	23	6 136	6 535
Tranche à court terme de la dette à long terme	19	–	17 756
Passif destiné à la vente	7	–	1 538
		113 872	129 709
Passif à long terme			
Dette à long terme	19	74 438	74 635
Autres éléments de passif	20 et 23	38 499	39 696
Impôts différés	7	8 617	8 784
		121 554	123 115
Capitaux propres			
Capital-actions	21	98 647	98 647
Surplus d'apport	25	581	–
Bénéfices non répartis		167 317	176 993
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		266 545	275 640
Participation ne donnant pas le contrôle	25	–	5 389
		266 545	281 029
Engagements, garanties et éventualités	18 et 26		
Total du passif et des capitaux propres		501 971 \$	533 853 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

Le 28 février 2013, le conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011.

Au nom du conseil d'administration,

(signé)

Serge Guoin, Président du conseil d'administration

(signé)

Marc A. Courtois, Président du comité d'audit

GROUPE TVA INC.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011
(en milliers de dollars)

	Note	2012	2011
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
(Perte nette) bénéfice net		(8 526) \$	16 436 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités :			
Amortissement	5, 14 et 15	20 762	17 796
Dépréciation de l'écart d'acquisition	6	32 200	–
Gain sur disposition d'entreprises	7	(12 881)	–
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres	8	–	699
Part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées après impôts		3 391	(574)
Impôts différés	9	1 675	5 217
Fonds générés par l'exploitation courante		36 621	39 574
Variation nette des éléments hors liquidités	10 a)	(1 279)	(14 716)
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation		35 342	24 858
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations	14	(21 830)	(30 016)
Acquisitions d'actifs incorporels	15	(3 265)	(5 830)
Disposition d'entreprises, net des espèces	7 et 25	18 663	–
Espèces de SUN News à la date de déconsolidation	25	(430)	–
Variation nette des placements	13 et 25	(3 674)	236
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement		(10 536)	(35 610)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Variation nette du découvert bancaire		(3 980)	423
Variation nette du crédit rotatif	19	(17 982)	1 694
Frais de financement	19	(391)	–
Participation ne donnant pas le contrôle	25	3 528	10 045
Dividendes versés		–	(2 377)
Flux de trésorerie (utilisés) générés par les activités de financement		(18 825)	9 785
Variation nette des espèces		5 981	(967)
Espèces au début de l'exercice		4 638	5 605
Espèces à la fin de l'exercice		10 619 \$	4 638 \$
Les espèces se composent comme suit :			
Espèces		10 619 \$	1 756 \$
Espèces provenant des opérations destinées à la vente	7	–	2 882
		10 619 \$	4 638 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA » ou la « Société ») est régie par la *Loi sur les sociétés par actions (Québec)*. Groupe TVA est une société de communication intégrée qui œuvre dans deux secteurs d'activités : la télévision et l'édition (note 28). La Société est une filiale de Québecor Média inc. (« Québecor Média » ou la « société mère ») et la société mère ultime est Québecor inc. (« Québecor »). Le siège social de la Société est situé au 1600 boul. de Maisonneuve Est, Montréal (Québec), Canada. Les participations de la Société dans ses principales filiales sont les suivantes :

	% de détention
TVA Publications inc.	100,0 %
TVA Productions inc.	100,0 %
TVA Productions II inc.	100,0 %
TVA Ventes et Marketing inc.	100,0 %
TVA Boutiques inc.	100,0 %

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

a) Mode de présentation

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux IFRS, telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Ces états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers (note 1 k) et du passif lié à la rémunération à base d'actions (note 1 t) qui ont été mesurés à la juste valeur, et sont présentés en dollars canadiens, monnaie de l'environnement économique principal dans lequel la Société et ses filiales exercent leurs activités (la « monnaie fonctionnelle »).

Les chiffres correspondants fournis pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011 ont été redressés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

b) Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et ses filiales. Tous les soldes et transactions intersociétés sont éliminés lors de la consolidation.

Une filiale est une entité contrôlée par la Société. La Société exerce le contrôle d'une entité lorsqu'elle a le pouvoir d'en diriger les politiques financières et opérationnelles dans le but d'en obtenir des avantages économiques.

La participation ne donnant pas le contrôle dans l'actif net et les résultats de la filiale consolidée est identifiée séparément de la participation de la Société. La participation ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres d'une filiale se compose du montant des participations sans contrôle calculé à la date originale du regroupement d'entreprises et sa part des variations des capitaux propres depuis cette date. Les changements dans la participation ne donnant pas le contrôle dans une filiale qui n'entraînent pas la perte du contrôle par la Société sont comptabilisés comme des transactions portant sur les capitaux propres.

c) Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'une acquisition est mesuré à la juste valeur de la contrepartie donnée en échange du contrôle de l'entreprise acquise à la date d'acquisition. Cette contrepartie peut être composée d'espèces, d'actifs transférés, d'instruments financiers émis ou de paiements conditionnels futurs. Les actifs identifiables repris et les passifs assumés de l'entreprise acquise sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les résultats d'exploitation d'une entreprise acquise sont inclus dans les états financiers consolidés de la Société à partir de la date d'acquisition de l'entreprise. Les dépenses engagées pour l'acquisition et l'intégration de l'entreprise acquise sont comptabilisées en charges.

La participation ne donnant pas le contrôle dans une entité acquise est initialement évaluée à la juste valeur et est présentée séparément des capitaux propres attribuables aux actionnaires à la section « Capitaux propres » dans le bilan consolidé.

d) Conversion de devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle selon le taux de change en vigueur à la date du bilan. Les autres éléments d'actif et de passif sont convertis dans la monnaie fonctionnelle selon le taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les revenus et dépenses libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle selon le taux moyen en vigueur durant l'exercice, à l'exception de l'amortissement qui est converti selon le taux d'origine. Les gains et les pertes de change sont comptabilisés dans les résultats de l'exercice sous la rubrique « Charges financières ».

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

e) Constatation des revenus

Revenus de publicité

Les revenus tirés de la vente de temps d'antenne publicitaire et de la vente d'espaces publicitaires sur les sites internet de la Société sont constatés lors de la diffusion de la publicité. Les revenus tirés de la vente d'espaces publicitaires dans les magazines sont constatés au moment où la publicité est publiée, soit à la parution du magazine.

Revenus d'abonnement

Les revenus de redevances provenant d'abonnement de clients à des services de télévision spécialisés sont constatés mensuellement lorsque le service est rendu.

Les montants reçus à titre d'abonnement à des magazines sont comptabilisés comme revenus reportés et les revenus sont constatés sur la durée de l'abonnement.

Revenus provenant de la vente de magazines en kiosque

Les revenus tirés de la vente de magazines en kiosque sont constatés au moment de la livraison en kiosque et sont calculés en utilisant un montant de revenus, déduction faite d'une provision pour retours futurs.

Revenus de distribution

Les revenus tirés de l'exploitation des droits de distribution de films et de produits audiovisuels sont constatés lorsque les conditions suivantes sont respectées :

- i) les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens, incluant le contrôle effectif, ont été transférés à l'acheteur. Il y a transfert des risques et avantages uniquement s'il y a un contrat ou un autre document légal exécutoire établissant au minimum a) la durée des droits cédés, b) le produit ou le groupe de produits assujetti et c) la contrepartie à recevoir en échange des droits;
- ii) le montant des revenus peut être évalué de façon fiable;
- iii) la réception d'avantages économiques associés à la transaction est probable;
- iv) la période des droits a débuté, et lorsque l'exploitation, la présentation, la diffusion ou la vente peut commencer;
- v) les coûts engagés ou à engager pour la transaction peuvent être évalués de façon fiable;
- vi) le degré d'avancement peut être évalué de façon fiable lorsque les services ont été rendus.

Les revenus tirés de la sortie en salle de films sont constatés au cours des mois durant lesquels le film est présenté en salle selon un pourcentage des recettes des salles de cinéma, sous réserve de la satisfaction des conditions précitées. Les revenus provenant de la vidéo sont constatés au cours de la période durant lequel le film est sorti en vidéo sur la base des livraisons de copies de vidéodisques numériques (« DVD/Blu-ray »), déduction faite d'une provision pour retours futurs ou sur la base d'un pourcentage des revenus du détaillant, sous réserve de la satisfaction des conditions précitées.

Vente de produits de téléachat

Les revenus tirés de la vente de produits du service de téléachat sont constatés au moment de la livraison des produits, déduction faite d'une provision pour retours futurs.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

f) Dépréciation d'actifs

Aux fins de l'évaluation de la dépréciation, les actifs sont regroupés en unités génératrices de trésorerie (« UGT »), lesquelles représentent les plus petits groupes d'actifs pour lesquels des entrées de trésorerie largement indépendantes sont générées. À chaque date de bilan, la Société revoit si des événements ou des circonstances indiquent que la valeur comptable des actifs à long terme ayant une durée d'utilité déterminée pourrait être inférieure à leur valeur recouvrable. L'écart d'acquisition, les actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée et les actifs incorporels non encore disponibles pour utilisation sont soumis à un test de dépréciation le 1^{er} avril de chaque exercice financier de même que lorsqu'il y a une indication que la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT, à laquelle l'actif a été attribué, excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la plus élevée de la juste valeur de l'actif ou de l'UGT, diminuée des coûts de la vente, et de la valeur d'utilité de l'actif ou de l'UGT. La juste valeur diminuée des coûts de la vente représente le montant, déduction faite des coûts de disposition, qu'une entité pourrait obtenir à la date d'évaluation pour la vente de l'actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes. La valeur d'utilité est la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus de l'actif ou de l'UGT.

Une charge de dépréciation est comptabilisée au montant de l'excédent de la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT par rapport à sa valeur recouvrable. Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT à laquelle un écart d'acquisition a été affecté est inférieure à la valeur comptable de l'UGT, l'écart d'acquisition affecté est déprécié en premier. Tout excédent de perte de valeur est comptabilisé et attribué aux actifs dans l'UGT au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'UGT.

Une charge de dépréciation comptabilisée au cours de périodes antérieures pour des actifs à long terme ayant des durées d'utilité déterminées et des actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée, sauf pour l'écart d'acquisition, peut être renversée dans l'état consolidé des résultats dans la mesure où la valeur comptable qui en résulte n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune charge de dépréciation n'avait été comptabilisée au cours des périodes antérieures.

g) Contrats-échanges

Dans le cours normal de ses activités, la Société diffuse et publie de la publicité en échange de biens et services. Les revenus ainsi gagnés et les dépenses engagées sont comptabilisés sur la base de la juste valeur des biens et services donnés.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

h) Impôts sur le bénéfice

Les impôts exigibles sont comptabilisés sur la base des montants prévus d'être versés ou recouverts en vertu des taux d'imposition et des réglementations fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date du bilan.

Les impôts différés sont comptabilisés en utilisant la méthode axée sur le bilan. Selon cette méthode, les éléments d'actif et de passif d'impôts différés sont constatés selon leur incidence fiscale future estimative résultant des écarts entre la valeur comptable des éléments d'actif et de passif existants et de leur valeur fiscale respective. Les éléments d'actif et de passif d'impôts différés sont mesurés par application des taux d'imposition qui seront en vigueur ou pratiquement en vigueur durant l'exercice au cours duquel il est prévu que les écarts temporaires seront réalisés ou réglés. L'incidence de tout changement des taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur sur les éléments d'actif et de passif d'impôts différés est incluse dans les résultats de la période au cours de laquelle les modifications de taux se produisent. Un actif d'impôts différés est comptabilisé initialement quand il est probable que le bénéfice imposable futur sera suffisant pour utiliser les avantages fiscaux afférents et peut être réduit ultérieurement, si nécessaire, à un montant qui est plus probable qu'improbable de se réaliser. Une charge ou un revenu d'impôts différés est comptabilisé dans le résultat global ou directement dans les capitaux propres dans la mesure où il se rattache à des éléments reconnus dans le résultat global ou directement dans les capitaux propres dans la même période ou une période différente.

Dans le cours normal des activités de la Société, un certain nombre de positions fiscales sont incertaines dû à la complexité des transactions et au fait que les interprétations fiscales et la législation afférente sont en changement continu. La Société reconnaît un avantage fiscal ou réduit un passif fiscal uniquement lorsqu'il est probable que cet avantage fiscal sera réalisé dans le futur ou que ce passif fiscal n'est plus probable.

i) Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé d'après le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'exercice. La Société utilise la méthode du rachat d'actions pour déterminer l'effet dilutif des options en vue de calculer le résultat dilué par action.

j) Contrats de location

Les actifs sous contrats de location sont classés au début du contrat de location en tant que i) contrats de location-financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif, ou en tant que ii) contrats de location-exploitation pour tous les autres contrats de location. Tous les contrats de location actuels de la Société sont classés comme contrats de location-exploitation.

Les paiements en vertu des contrats de location-exploitation sont comptabilisés dans l'état consolidé des résultats sur une base linéaire pendant la durée du contrat de location. Tout incitatif locatif offert au preneur est reporté et constaté uniformément sur la durée du contrat de location.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

k) Instruments financiers

Classement, comptabilisation et évaluation

Les instruments financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction, disponibles à la vente, détenus jusqu'à l'échéance, prêts et créances ou autres passifs financiers. L'évaluation des instruments financiers pour les périodes subséquentes dépend de leur classement. La Société a classé ses instruments financiers comme suit :

Détenus à des fins de transaction	Prêts et créances	Disponibles à la vente	Autres passifs financiers
<ul style="list-style-type: none">• Espèces• Découvert bancaire	<ul style="list-style-type: none">• Débiteurs• Comptes à recevoir de sociétés sous contrôle commun et affiliées	<ul style="list-style-type: none">• Placements de portefeuille inclus sous la rubrique « Placements »	<ul style="list-style-type: none">• Crédeurs et charges à payer• Droits de diffusion et de distribution à payer• Provisions• Dette à long terme• Autres passifs financiers à long terme inclus sous la rubrique « Autres éléments de passif »

Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur et les variations de la juste valeur sont comptabilisées aux résultats. Les placements de portefeuille disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur ou au coût dans le cas de placements en actions qui n'ont pas de prix cotés sur un marché actif et que la juste valeur n'est pas suffisamment fiable. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées au résultat global, le cas échéant. Les actifs financiers classés comme prêts et créances, et les passifs financiers classés comme autres passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur et subséquentement au coût après amortissement en utilisant la méthode d'amortissement du taux d'intérêt effectif.

l) Frais de financement

Les frais de financement liés à la dette à long terme sont capitalisés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

m) Crédits d'impôt et aide gouvernementale

La Société peut se prévaloir de plusieurs programmes gouvernementaux élaborés pour soutenir la programmation et la production de produits télévisuels, la distribution de films, l'édition de magazines ainsi que pour des projets d'investissement. L'aide gouvernementale est enregistrée à titre de revenus ou de réduction des frais connexes, qu'ils soient capitalisés et amortis ou passés à la dépense, au cours de l'exercice où les dépenses sont engagées et lorsque la direction juge qu'elle a l'assurance raisonnable que les conditions de l'aide gouvernementale sont satisfaites.

L'aide relative au Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (« FAPL ») est enregistrée à titre de revenus, alors que l'aide relative aux productions d'émissions est enregistrée en réduction des coûts de production, lesquels sont présentés dans les charges d'exploitation. Dans le secteur de l'édition, l'aide gouvernementale liée à la production et à la diffusion de contenu canadien dans les magazines est comptabilisée à titre de revenus. L'aide gouvernementale est initialement présentée dans les revenus reportés et amortie sur la période de couverture du programme.

L'aide gouvernementale à l'égard de la distribution de films est assortie de conditions particulières quant à l'exploitation de la distribution et peut occasionner un remboursement de l'aide ou d'une partie de celle-ci, advenant un défaut de la Société de se conformer à des conditions particulières. La partie non remboursable de l'aide gouvernementale relative aux dépenses de mise en marché est portée en réduction de ces dépenses. Quant à la partie remboursable, elle est comptabilisée à titre d'avance et est remboursable en totalité ou en partie lorsque le film atteint certains seuils de rentabilité. Dans l'éventualité où le film n'atteint pas les niveaux de revenus prévus, la totalité ou une partie de ces avances ne serait pas remboursable par la Société et serait comptabilisée en réduction de ses charges d'exploitation.

n) Comptes clients

Les comptes clients sont évalués à leur valeur nominale, déduction faite d'une provision pour créances douteuses et d'une provision pour retours sur ventes. La Société établit une provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit propre à ses clients et des tendances historiques. Des comptes clients individuels sont radiés lorsque la direction estime qu'ils ne peuvent être recouvrés.

o) Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks

Émissions réalisées et productions en cours de réalisation

Les émissions réalisées et productions en cours de réalisation ayant trait aux activités de diffusion sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût comprend les charges directes de biens et de services ainsi que la part de la main-d'œuvre et des frais généraux liés à chaque production. Le coût de chaque émission est imputé aux charges d'exploitation au moment de la diffusion.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

o) Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks (suite)

Droits de diffusion et droits de diffusion à payer

Les droits de diffusion correspondent aux droits contractuels permettant un nombre de diffusions limitées ou illimitées de produits télévisuels ou de films. La Société constate un actif au titre des droits de diffusion acquis et un passif au titre de l'obligation découlant des contrats d'acquisition de droits de diffusion lorsque la période de diffusion débute et que les conditions suivantes sont respectées :

- i) le coût de chaque émission, film ou série est connu ou peut être déterminé de façon raisonnable;
- ii) les émissions, films ou séries ont été acceptés par la Société conformément aux conditions du contrat d'acquisition de droits de diffusion;
- iii) les émissions, films ou séries sont disponibles pour leur première présentation ou diffusion.

Les montants payés pour des droits de diffusion, avant que toutes les conditions ci-dessus ne soient respectées, sont comptabilisés à titre de droits de diffusion payés d'avance et figurent sous les rubriques « Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks » et « Droits de diffusion et de distribution ».

Les droits de diffusion sont classés à court terme ou à long terme, selon l'estimation de la période de diffusion établie par la direction. Ces droits sont imputés aux charges d'exploitation lors de la diffusion des produits télévisuels et des films sur la durée du contrat, en utilisant une méthode basée sur les revenus estimatifs futurs et en fonction du nombre estimé de présentations à l'écran.

Les droits de diffusion à payer sont répartis entre les éléments de passif à court terme ou à long terme, selon les modalités de paiement prévues aux contrats d'acquisition.

Droits de distribution et droits de distribution à payer

Les droits de distribution ayant trait aux activités de distribution de films et de produits audiovisuels comprennent les coûts d'acquisition des droits des films et les coûts accessoires à ces droits. La Société constate un actif au titre des droits de distribution et un passif au titre de l'obligation découlant des contrats d'acquisition de droits de distribution lorsque i) le coût du droit de distribution est connu ou peut être déterminé de façon raisonnable; ii) le produit audiovisuel ou le film a été accepté selon les termes prévus au contrat d'acquisition de droits de distribution; iii) le produit audiovisuel ou le film est disponible pour distribution.

Les montants payés pour les droits de distribution, avant que toutes les conditions ci-dessus ne soient respectées, sont comptabilisés à titre de droits de distribution payés d'avance et figurent sous les rubriques « Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks » et « Droits de diffusion et de distribution ».

Les droits de distribution sont reconnus dans les charges d'exploitation selon la méthode prévisionnelle par film qui prévoit que chaque droit soit imputé dans la proportion de ses revenus bruts réalisés par rapport au total de ses revenus bruts anticipés sur une période d'exploitation raisonnable.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

o) Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks (suite)

Stocks

Les stocks de produits sont évalués au moindre du coût, déterminé selon la méthode de l'épuisement successif, et de la valeur de réalisation nette.

Valeur de réalisation nette

Les estimations des revenus, utilisées pour déterminer les valeurs de réalisation des inventaires liés à la diffusion ou à la distribution de produits audiovisuels et de films, sont revues périodiquement par la direction et sont révisées au besoin. La valeur comptable des émissions réalisées et des productions en cours de réalisation, des droits de diffusion et de distribution est réduite à la valeur de réalisation nette d'après cette évaluation, s'il y a lieu.

La valeur de réalisation nette des stocks de produits représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Le montant de la dépréciation des émissions, des droits de diffusion et de distribution et des stocks peut être renversé lorsque les circonstances ayant entraîné cette charge de dépréciation dans le passé n'existent plus.

p) Placements à long terme

Les participations dans les coentreprises étaient comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Les placements dans les entreprises associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, la part des résultats d'exploitation dans les entreprises associées est comptabilisée dans l'état consolidé des résultats. Les autres placements sont comptabilisés au coût. La valeur comptable d'un placement est réduite à sa juste valeur estimative lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation.

q) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût représente les coûts d'acquisition, déduction faite des subventions gouvernementales et des crédits d'impôts s'y rapportant, et / ou les coûts de développement, y compris les frais de préparation, d'installation et d'essai. Les dépenses futures, telles que les charges d'entretien et de réparation sont comptabilisées dans les charges d'exploitation lorsqu'elles sont engagées.

L'amortissement est calculé selon la méthode d'amortissement linéaire selon les durées d'utilité estimatives suivantes :

Éléments d'actif	Durée d'utilité estimative
Bâtiments et leurs composantes	10 à 40 ans
Équipements	5 à 15 ans

Les améliorations locatives sont amorties sur le moindre de la durée du bail ou de la vie économique du bien loué.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

q) Immobilisations (suite)

Les méthodes d'amortissement, les valeurs résiduelles et les durées d'utilité sont révisées à chaque fin d'exercice financier en ce qui a trait aux immobilisations importantes. Tout changement est comptabilisé de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

r) Écart d'acquisition et actifs incorporels

Écart d'acquisition

Pour tous les regroupements d'entreprises qui ont eu lieu après le 1^{er} janvier 2010, l'écart d'acquisition est évalué et comptabilisé comme étant l'excédent de la juste valeur de la contrepartie versée sur la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris comptabilisés. Si la Société acquiert moins de 100 % des participations dans l'entreprise acquise à la date d'acquisition, l'écart d'acquisition attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle devra également être comptabilisé à la juste valeur.

L'écart d'acquisition de la Société provient de regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1^{er} janvier 2010. Par conséquent, l'écart d'acquisition représente l'excédent du coût d'acquisition sur la part de la Société dans la juste valeur des actifs identifiables et des passifs repris de l'entreprise acquise à la date d'acquisition. Aucun écart d'acquisition n'était attribué à la participation ne donnant pas le contrôle pour ces acquisitions.

Aux fins du test de dépréciation (note 1 f), l'écart d'acquisition est attribué aux UGT à la date d'acquisition de l'entreprise. L'attribution est affectée à l'UGT ou au groupe d'UGT qui bénéficiera des synergies prévues du regroupement d'entreprises.

Actifs incorporels

Les licences de télédiffusion, les licences d'exploitation de magazines et les marques de commerce ont une durée d'utilité indéterminée. En particulier, étant donné le faible coût de renouvellement des licences de télédiffusion, la direction estime qu'il est économiquement avantageux de renouveler les licences et de respecter toutes les règles et conditions attachées à ces licences.

Les autres actifs incorporels ayant une durée d'utilité déterminée sont constitués de logiciels, de sites internet et d'applications mobiles. Ils sont amortis selon la méthode linéaire et les durées d'utilité estimatives suivantes :

Éléments d'actif	Durée d'utilité estimative
Logiciels, sites internet et applications mobiles	3 à 10 ans

Les méthodes d'amortissement, les valeurs résiduelles et les durées d'utilité sont révisées à chaque fin d'exercice financier en ce qui a trait aux actifs incorporels importants. Tout changement est comptabilisé de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

s) Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque i) la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et qu'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et quand ii) le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les frais de rationalisation, qui comprennent principalement des indemnités de départ, sont comptabilisés lorsqu'un plan détaillé de rationalisation existe et qu'une attente fondée a été créée chez les personnes concernées à l'effet que le plan sera mis en place tel que prévu.

Les provisions sont révisées à chaque date de bilan et les modifications aux estimations sont reflétées dans l'état consolidé des résultats dans la période où la réévaluation a lieu.

t) Rémunération et autres paiements à base d'actions

Les attributions à base d'actions à des employés qui prévoient le règlement en espèces ou autres actifs, au gré de l'employé, sont évaluées à la juste valeur et sont classées en tant que passif. Le coût de rémunération est constaté sur le délai d'acquisition des droits à chaque exercice dans les charges d'exploitation. Les variations de la juste valeur des attributions à base d'actions entre la date d'attribution et la date d'évaluation entraînent un changement du passif et du coût de rémunération.

Les estimations de la juste valeur des attributions à base d'actions sont déterminées en suivant un modèle d'évaluation des options et en tenant compte des termes et conditions de l'attribution. Les principales hypothèses sont décrites aux notes 21 et 22.

u) Régimes de retraite et avantages complémentaires à la retraite

La Société offre aux employés des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies.

Régimes de retraite à cotisations définies

En vertu des régimes de retraite à cotisations définies, la Société verse des cotisations fixes aux régimes de retraite des employés participants et n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer des montants supplémentaires. Les obligations pour les contributions aux régimes de retraite à cotisations définies sont constatées à titre d'avantages sociaux dans les états consolidés des résultats lorsque les contributions deviennent exigibles.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

u) Régimes de retraite et avantages complémentaires à la retraite (suite)

Régimes de retraite à prestations définies et avantages complémentaires à la retraite

Les coûts des régimes de retraite à prestations définies sont calculés selon des méthodes actuarielles et sont comptabilisés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées qui comprend la meilleure estimation de la direction quant à l'évolution future des niveaux de salaire, la croissance d'autres coûts, l'âge de départ à la retraite des employés et d'autres facteurs actuariels. Les coûts des régimes de retraite à prestations définies constatés aux états consolidés des résultats dans les coûts liés au personnel comprennent les éléments suivants :

- i) Le coût des prestations de retraite accordées en échange des services rendus par les employés au cours de l'exercice.
- ii) Les frais d'intérêts au titre des régimes de retraite.
- iii) Le rendement prévu de l'actif des régimes.
- iv) La comptabilisation des coûts des prestations au titre des services passés selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée d'acquisition des droits.

Lorsqu'un événement engendre à la fois une compression de régime et un règlement, la compression est comptabilisée avant le règlement.

Les écarts actuariels sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et sont immédiatement enregistrés dans les bénéfices non répartis. Les écarts actuariels résultent de l'écart entre le rendement réel des actifs du régime au cours d'une période et le rendement prévu pendant cette période, et des ajustements sur les passifs liés à l'expérience ou à des modifications apportées aux hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées.

Dans certains cas, la comptabilisation de l'actif net au titre des régimes à prestations définies est limitée à la valeur recouvrable, qui est fondée principalement sur la mesure dans laquelle la Société peut réduire unilatéralement les contributions futures au régime. De plus, un ajustement à l'actif net ou à l'obligation nette au titre des prestations constituées peut être comptabilisé pour refléter l'obligation minimale de financement dans certains régimes de retraite de la Société. Les changements dans le plafonnement de l'actif net au titre des régimes à prestations définies ou dans l'ajustement de l'obligation minimale de financement sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et sont immédiatement enregistrés dans les bénéfices non répartis.

En vertu d'un ancien régime, la Société offre à certains des employés à la retraite une protection d'assurance-vie, d'assurance-maladie et d'assurance dentaire. Les employés actifs de la Société ne bénéficient plus de ce type de protection post-retraite. Le coût des avantages complémentaires à la retraite est calculé en utilisant une méthodologie comptable similaire à celle des régimes de retraite à prestations définies. Les charges afférentes sont réglées par la Société à mesure qu'elles deviennent exigibles.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

v) Utilisation d'estimations et de jugement

La préparation des états financiers consolidés selon les IFRS exige que la direction ait recours à des estimations, des hypothèses et du jugement qui ont une incidence sur les éléments d'actif et de passif, les postes de revenus et de charges, ainsi que la présentation d'éléments d'actif et de passif éventuels. Bien que ces estimations soient basées sur les meilleures connaissances de la direction et de l'information disponible à la date d'évaluation, les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les éléments importants suivants représentent les estimations les plus difficiles, subjectives ou complexes de la part de la direction :

i) Juste valeur d'un actif ou d'une UGT

Lorsqu'un test de dépréciation est effectué sur un actif ou une UGT, la direction estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT en fonction de sa juste valeur diminuée des coûts de vente ou de sa valeur d'utilité. Ces estimations sont basées sur des modèles d'évaluation qui requièrent l'utilisation d'un certain nombre d'hypothèses, telles qu'un taux d'actualisation avant impôts (CMPC) et un taux de croissance perpétuelle. Ces hypothèses ont un impact significatif sur les résultats des tests de dépréciation et sur la charge de dépréciation comptabilisée dans l'état consolidé des résultats, s'il y a lieu. Une description des hypothèses clés utilisées dans les tests de dépréciation de l'écart d'acquisition et une analyse de sensibilité des valeurs recouvrables sont présentées à la note 16.

ii) Coûts et obligations liés aux régimes de retraite et aux avantages complémentaires à la retraite

L'estimation des coûts et obligations des régimes de retraite à prestations définies qui sont fondés sur un nombre d'hypothèses, telles que le taux d'actualisation, le rendement attendu sur les actifs du régime, l'évolution future des niveaux de salaire, l'âge de départ à la retraite des employés, les coûts liés aux soins de santé et d'autres facteurs actuariels. Ces hypothèses ont un impact significatif sur les coûts liés au personnel comptabilisés dans l'état consolidé des résultats, sur l'écart actuariel dans l'état consolidé du résultat global et sur la valeur comptabilisée des autres éléments de passif dans le bilan consolidé. Les hypothèses clés et des analyses de sensibilité des hypothèses clés sont présentées à la note 24.

iii) Provisions

La comptabilisation des provisions requiert que la direction estime les paiements nécessaires pour éteindre l'obligation actuelle ou pour transférer cette obligation à des tierces parties à la date de l'évaluation. Une appréciation de la probabilité du dénouement des litiges et autres éventualités est aussi requise. Une description des principales provisions, y compris l'appréciation de la direction sur l'impact potentiel du dénouement des litiges légaux sur les états consolidés des résultats, est présentée à la note 18.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

v) Utilisation d'estimations et de jugement (suite)

Les éléments suivants représentent les jugements les plus importants de la direction, autres que ceux qui impliquent des estimations :

i) Détermination d'une durée d'utilité pour la comptabilisation des actifs amortissables

Pour chaque catégorie d'actifs amortissables, la direction doit déterminer sur quelle période la Société s'attend à consommer les avantages économiques futurs liés aux actifs. La détermination d'une durée d'utilité requiert du jugement et a un impact sur la charge d'amortissement comptabilisée dans les états consolidés des résultats.

ii) Détermination des UGT aux fins des tests de dépréciations

La détermination des UGT requiert du jugement pour déterminer le niveau le plus bas pour lequel il y a des entrées de trésorerie largement indépendantes générées par le groupe d'actifs. Dans l'identification des actifs à regrouper dans une UGT, la Société considère, entre autres, l'offre de services combinés, le partage des infrastructures de télédiffusion, l'intégration des actifs médias, la similarité à l'exposition au risque du marché et la matérialité. La détermination des UGT pourrait avoir un impact sur les résultats des tests de dépréciation et, s'il y a lieu, la charge de dépréciation comptabilisée dans l'état consolidé des résultats.

iii) Interprétation des lois et règlements

L'interprétation des lois et règlements, y compris les règles fiscales, requiert des jugements de la direction qui peuvent avoir un impact sur la comptabilisation de provisions pour litiges et des impôts sur le bénéfice dans les états financiers consolidés.

w) Nouvelles prises de position en matière de comptabilité

À moins d'avis contraire, selon les circonstances et faits actuels, la Société ne s'attend pas à des répercussions importantes à la suite de l'application des normes suivantes.

i) *IFRS 9 – Instruments financiers* est applicable rétrospectivement pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015 avec adoption anticipée permise.

L'IFRS 9 simplifie l'évaluation et le classement des actifs financiers en réduisant le nombre de catégories d'évaluation et en supprimant les règles complexes axées sur les dérivés incorporés dans l'*IAS 39, Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. De plus, la nouvelle norme comprend une option de juste valeur pour la désignation d'un passif financier non dérivé, son classement et son évaluation.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

w) Nouvelles prises de position en matière de comptabilité (suite)

- ii) *IFRS 10 – États financiers consolidés* est applicable rétrospectivement pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 avec adoption anticipée permise.

L'IFRS 10 a remplacé le *SIC 12, Consolidation – Entités ad hoc*, et une partie de l'*IAS 27, États financiers consolidés et individuels*. Cette norme fournit des directives supplémentaires sur le concept de contrôle en tant que facteur déterminant dans la décision d'inclure une entité dans le périmètre de consolidation des états financiers consolidés de la société mère.

- iii) *IFRS 11 – Accords conjoints* est applicable rétrospectivement pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 avec adoption anticipée permise.

L'IFRS 11 a remplacé l'*IAS 31, Participations dans des coentreprises*. Cette norme fournit des directives qui mettent l'accent sur les droits et obligations contractuels, et non sur la forme juridique de l'accord. Elle supprime également le choix d'utiliser la méthode de la consolidation proportionnelle lors de la comptabilisation des participations de l'entité dans des coentreprises. La nouvelle norme exige que ces participations soient comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Étant donné que la Société a vendu ses participations dans les coentreprises le 31 mai 2012 (note 7), l'adoption de cette norme, aura un impact seulement pour l'exercice comparatif, soit pour 2012. L'adoption de la norme aura donc les impacts suivants :

État consolidé des résultats

Augmentation (diminution)	2012
Revenus	(4 219) \$
Achats de biens et services	(2 512)
Charges financières	7
Bénéfice avant impôts sur le bénéfice et part du bénéfice dans les entreprises associées	(1 714)
Part de la perte (du bénéfice) dans les coentreprises et dans les entreprises associées	(1 714) \$

- iv) *IFRS 12 – Informations à fournir sur les participations dans les autres entités* est applicable rétrospectivement pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 avec adoption anticipée permise.

L'IFRS 12 est une nouvelle norme intégrée relative aux informations à fournir pour toutes les formes de participations dans des entités, y compris les entités découlant d'accords conjoints, les entreprises associées, les entités ad hoc et autres véhicules hors bilan.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

w) Nouvelles prises de position en matière de comptabilité (suite)

- v) *IAS 19R – Avantages du personnel (y compris les régimes de retraite) (Révisée)* est applicable rétrospectivement pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.

Les changements à l'IAS 19 impliquent, entre autres, la comptabilisation de la composante de réévaluation dans les autres éléments du résultat global, ce qui élimine l'option précédemment disponible dans l'IAS 19 de comptabiliser ou de reporter les variations de l'obligation au titre des prestations définies et de la juste valeur de l'actif des régimes directement dans l'état des résultats. L'IAS 19 permet de comptabiliser immédiatement les montants constatés dans les autres éléments du résultat global dans les bénéfices non répartis ou dans une catégorie distincte dans les capitaux propres. L'IAS 19 introduit également une approche de coût net financier qui remplace le rendement attendu sur les actifs du régime et les frais d'intérêts liés à l'obligation au titre des prestations définies par une composante unique de coût net d'intérêt calculé en multipliant l'actif ou le passif net constaté au titre des prestations définies par le taux d'actualisation ayant été utilisé pour déterminer l'obligation au titre des prestations définies. De plus, tous les coûts au titre des services passés devront être reconnus à l'état des résultats dès que le régime est amendé et ne pourront plus être répartis sur des périodes de service futures.

L'adoption de la norme révisée aura les impacts suivants :

État consolidé des résultats

	2012
Coûts liés au personnel	1 368 \$
Coût d'intérêt net sur les régimes à prestations déterminées	1 850
Impôts sur le bénéfice	(866)
Perte nette attribuable aux actionnaires	(2 352) \$

État consolidé du résultat global

	2012
Perte nette	(2 352) \$
Écart actuariel	4 469
Impôts différés liés à l'écart actuariel	(1 202)
Résultat global attribuable aux actionnaires	915 \$

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

2. REVENUS

La répartition des revenus entre les services rendus et les ventes de produits est la suivante :

	2012		2011	
Services rendus	349 884	\$	338 555	\$
Ventes de produits	107 482		106 940	
	457 366	\$	445 495	\$

3. ACHATS DE BIENS ET SERVICES

Les principales composantes se détaillent comme suit :

	2012		2011	
Redevances, droits et coûts de production	163 185		148 519	
Tirage et distribution	22 552		20 908	
Marketing, publicité et promotion	14 826		14 790	
Frais de transmission et micro-ondes	5 950		6 138	
Autres	46 579		52 580	
	253 092	\$	242 935	\$

4. CONTRATS-ÉCHANGES

Dans le cours normal de ses activités, la Société diffuse et publie de la publicité en échange de biens et services. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012, la Société a constaté des revenus à titre de contrats-échanges pour un montant de 9 424 000 \$ (9 175 000 \$ en 2011) et des charges d'exploitation à titre de contrats-échanges de 9 357 000 \$ (9 384 000 \$ en 2011).

5. CHARGES FINANCIÈRES

	Note	2012		2011	
Intérêts sur la dette à long terme	19	4 996	\$	5 562	\$
Amortissement des frais de financement		420		359	
Perte sur change		102		75	
Revenus nets d'intérêts		(53)		(49)	
		5 465	\$	5 947	\$

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

6. DÉPRÉCIATION DE L'ÉCART D'ACQUISITION

À la suite de l'adoption en 2012 de nouveaux tarifs 2010, 2011 et 2012 concernant la contribution des entreprises aux coûts qui découleraient des services de récupération des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec, les coûts d'exploitation du secteur de l'édition de la Société sont affectés défavorablement. Par conséquent, la Société a dû revoir son plan d'affaires pour ces activités et effectuer un test de dépréciation sur l'UGT de l'édition. La Société a conclu que la valeur recouvrable, déterminée sur la base de la valeur d'utilité, de l'UGT de l'édition était inférieure à sa valeur comptable et une charge de dépréciation de l'écart d'acquisition de 32 200 000 \$ a été comptabilisée au cours du premier trimestre de 2012.

7. GAIN SUR DISPOSITION D'ENTREPRISES

Le 31 mai 2012, suite à l'approbation du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), la Société a vendu sa participation de 51 % dans The Cave ainsi que sa participation de 50 % dans Mystery TV à l'autre sociétaire de ces coentreprises, Shaw Media Global Inc. et un gain sur disposition d'entreprises de 12 881 000 \$, avant impôts, a été comptabilisé. Cette transaction n'a entraîné aucune charge d'impôts puisque la Société a utilisé des pertes en capital non enregistrées aux livres pour éliminer l'imposition du gain en capital sur disposition d'entreprises. Les flux de trésorerie nets liés à la vente sont de 17 898 000 \$, soit un produit de disposition de 20 963 000 \$ moins des espèces de 3 065 000 \$ détenues au moment de la vente.

L'impact de la quote-part des opérations dans ces coentreprises dans les états financiers consolidés de la Société se détaille comme suit :

	2012		2011	
	(5 mois)		(12 mois)	
Résultats				
Revenus	4 219	\$	9 207	\$
Achats de biens et services	2 512		7 253	
Bénéfice avant les revenus d'intérêts	1 707		1 954	
Revenus d'intérêts	7		10	
Bénéfice net	1 714	\$	1 964	\$
Flux de trésorerie				
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	183	\$	1 922	\$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	–		(500)	

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

7. GAIN SUR DISPOSITION D'ENTREPRISES (suite)

Au 31 décembre 2011, les actifs et les passifs de ces coentreprises avaient été classés comme destinés à la vente et se détaillaient comme suit :

	2011
Actif à court terme	
Espèces	2 882 \$
Débiteurs	2 274
Droits de diffusion	3 214
	8 370
Passif à court terme	
Créditeurs et charges à payer	1 099 \$
Droits de diffusion à payer	439
	1 538
Actif net	6 832 \$

8. FRAIS DE RATIONALISATION DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION, DÉPRÉCIATION D'ACTIFS ET AUTRES

	2012	2011
Frais de rationalisation des activités d'exploitation	117 \$	800 \$
Dépréciation d'actifs	–	699
Autres	–	166
	117 \$	1 665 \$

Au cours de l'exercice 2012, la Société a enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 117 000 \$ par suite de l'abolition de plusieurs postes dans le secteur de l'édition (668 000 \$ pour le secteur de la télévision en 2011).

Au cours de l'exercice 2010, la Société et Corporation Sun Media, filiale de Québecor Média, avaient annoncé la mise en place d'un nouveau partenariat (alors 51 % Groupe TVA et 49 % Corporation Sun Media) visant la mise sur pied et le lancement d'une chaîne spécialisée d'information et d'opinion de langue anglaise appelée « SUN News » en avril 2011. En outre, la Société avait décidé de mettre fin aux activités de sa station généraliste SUN TV lors de la mise en ondes du nouveau service spécialisé. Par suite de ce repositionnement, la Société avait enregistré, au cours de l'exercice 2011, une charge supplémentaire de dépréciation liée à son inventaire de droits de diffusion pour un montant de 699 000 \$, une charge liée à l'annulation de contrats de transmission pour un montant de 327 000 \$ ainsi qu'une provision pour frais de rationalisation pour un montant de 132 000 \$.

De plus, au cours de l'exercice 2011, suite à des nouvelles informations disponibles, la Société avait procédé à une réévaluation d'une provision relativement aux activités de production d'une ancienne filiale menant à un ajustement à la baisse du solde pour un montant de 161 000 \$.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

9. IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE

La dépense d'impôts sur le bénéfice se présente comme suit :

	2012		2011	
Exigibles	3 774	\$	4 396	\$
Différés	1 675		5 217	
	5 449	\$	9 613	\$

Le tableau suivant fait le rapprochement entre les impôts sur le bénéfice selon le taux d'imposition réglementaire national de 26,9 % en 2012 (28,4 % en 2011) et les impôts sur le bénéfice à l'état consolidé des résultats:

	2012		2011	
Impôts sur le bénéfice au taux d'imposition réglementaire national	84	\$	7 235	\$
Incidence des écarts de taux d'imposition provinciaux	(12)		–	
	72		7 235	
Augmentation (diminution) découlant de ce qui suit :				
Incidence fiscale des pertes non déductibles de SUN News	1 187		2 603	
Incidence fiscale des pertes déductibles de SUN News	(1 138)		–	
Incidence fiscale de charges non déductibles et de revenus non imposables	(1 126)		500	
Dépréciation de l'écart d'acquisition	8 662		–	
Variation des avantages découlant des pertes fiscales des années antérieures	(1 511)		–	
Autres ¹	(697)		(725)	
Impôts sur le bénéfice	5 449	\$	9 613	\$

¹ Inclut des réductions de passifs d'impôts différés de 103 000 \$ (457 000 \$ en 2011) résultant de l'évolution des dossiers de vérification fiscale, de la jurisprudence et de la législation fiscale.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

9. IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE (suite)

L'incidence fiscale des principaux éléments constituant le montant du passif net d'impôts différés de la Société et leur impact sur la dépense d'impôts différés est la suivante :

	Bilan consolidé		État consolidé des résultats	
	31 décembre 2012	31 décembre 2011	2012	2011
Pertes reportables	347	\$ 98	\$ (249)	\$ 354
Créditeurs, charges à payer, provisions et revenus reportés	1 128	1 002	(126)	1 408
Régimes à prestations définies	9 808	9 770	2 004	1 775
Immobilisations	86	(10)	(96)	649
Écart d'acquisition, licences et autres actifs incorporels	(18 118)	(17 685)	433	1 862
Autres	(1 143)	(1 414)	(291)	(831)
	(7 892)	\$ (8 239)	\$ 1 675	\$ 5 217

Les changements dans les passifs d'impôts différés se présentent comme suit :

	2012	2011
Solde au début de l'exercice	(8 239) \$	(9 067) \$
Comptabilisés dans l'état des résultats	(1 675)	(5 217)
Comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	2 042	6 131
Autres	(20)	(86)
Solde à la fin de l'exercice	(7 892) \$	(8 239) \$

La Société n'a constaté aucun passif d'impôts différés au titre des bénéfices non répartis de ses filiales au cours de l'exercice ou des exercices antérieurs étant donné qu'elle ne prévoit pas se départir de ses placements ou que ces bénéfices non répartis deviennent imposables.

Au 31 décembre 2012, la Société disposait, aux fins des impôts sur le bénéfice, de reports de pertes d'approximativement 1 374 000 \$ dont elle peut se servir pour réduire ses bénéfices imposables futurs et venant à échéance entre 2030 et 2032.

De plus, la Société dispose d'un montant de 167 919 000 \$ de pertes en capital sans échéance qui n'ont pas été constatées et qui doivent servir à réduire uniquement les gains en capital futurs.

Il n'y a pas eu de conséquences fiscales attachées au paiement de dividendes par la Société à ses actionnaires au cours de l'exercice 2011.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

10. INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les tableaux suivants présentent les informations additionnelles à l'égard des états consolidés des flux de trésorerie.

- a) La variation des éléments hors liquidités du fonds de roulement liés à l'exploitation, déduction faite de l'incidence des dispositions d'entreprises, se présente comme suit:

	2012	2011
Débiteurs	(305) \$	6 139 \$
Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks	(5 086)	(7 175)
Créditeurs et charges à payer	11 704	2 570
Droits de diffusion et de distribution à payer	1 272	(11 600)
Actifs et passifs d'impôts exigibles	1 175	3 422
Autres éléments de passif	(9 118)	(6 567)
Autres	(921)	(1 505)
	(1 279) \$	(14 716) \$

- b) Les montants versés et encaissés pour les intérêts et les impôts sur le bénéfice sont classés au titre des activités d'exploitation et se présentent comme suit :

	2012	2011
Intérêts nets versés	5 024 \$	5 431 \$
Impôts sur le bénéfice versés, montant net	2 578	974

11. DÉBITEURS

	Note	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Comptes clients et autres débiteurs	27 b)	81 566 \$	83 572 \$
Comptes à recevoir de sociétés sous contrôle commun et affiliées		28 889	26 098
Crédits d'impôt et aide gouvernementale à recevoir		5 470	7 974
Actifs d'impôts exigibles		3 152	4 014
		119 077 \$	121 658 \$

Les comptes à recevoir de sociétés sous contrôle commun et affiliées sont soumis aux mêmes conditions que les comptes clients. Les sociétés sous contrôle commun sont des filiales de la société mère.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

12. ÉMISSIONS, DROITS DE DIFFUSION ET DE DISTRIBUTION ET STOCKS

	31 décembre 2012			
	Court terme		Long terme	Total
Émissions réalisées et productions en cours de réalisation	7 418	\$	–	\$ 7 418
Droits de diffusion	56 476		33 068	89 544
Droits de distribution	691		495	1 186
Stocks	2 994		–	2 994
	67 579	\$	33 563	\$ 101 142

	31 décembre 2011			
	Court terme		Long terme	Total
Émissions réalisées et productions en cours de réalisation	6 450	\$	–	\$ 6 450
Droits de diffusion	51 563		34 452	86 015
Droits de distribution	845		1 036	1 881
Stocks	3 096		–	3 096
	61 954	\$	35 488	\$ 97 442

Le coût des stocks et les charges liées aux émissions, aux droits de diffusion et de distribution inclus dans les achats de biens et services et dans les coûts liés au personnel s'élèvent à 294 699 000 \$ en 2012 (273 087 000 \$ en 2011). En 2012, un montant total de 300 000 \$ (935 000 \$ en 2011) a été comptabilisé dans les achats de biens et services pour la dépréciation de stocks, d'émissions, de droits de diffusion et de distribution.

13. PLACEMENTS

	Note	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Télé Inter-Rives Ltée, entreprise associée, participation de 45 %		10 496	9 974
SUN News, entreprise associée, participation de 49 %	25	4 264	–
Autres placements		2 891	2 891
		17 651	12 865

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

14. IMMOBILISATIONS

Pour les exercices terminés le 31 décembre 2012 et 2011, les changements dans la valeur nette comptable des immobilisations sont les suivants :

	Terrains, bâtiments et améliorations locatives	Équipements	Projets en cours de dévelop- pement	Total
Coût :				
Solde au 31 décembre 2010	86 605 \$	141 406 \$	11 624 \$	239 635 \$
Acquisitions ¹	3 369	21 898	4 050	29 317
Reclassement	635	9 317	(10 021)	(69)
Radiations et dispositions	(30)	(1 997)	–	(2 027)
Solde au 31 décembre 2011	90 579	170 624	5 653	266 856
Acquisitions ¹	8 518	9 074	3 393	20 985
Reclassement	2 478	1 103	(4 188)	(607)
Radiations et dispositions	(1 164)	(2 303)	–	(3 467)
Immobilisations liées à SUN News (note 25)	(3 202)	(20 224)	(201)	(23 627)
Solde au 31 décembre 2012	97 209 \$	158 274 \$	4 657 \$	260 140 \$
Amortissement et dépréciation cumulés :				
Solde au 31 décembre 2010	60 416 \$	93 011 \$	– \$	153 427 \$
Amortissement	2 924	10 525	–	13 449
Radiations et dispositions	(30)	(1 997)	–	(2 027)
Solde au 31 décembre 2011	63 310	101 539	–	164 849
Amortissement	3 345	11 779	–	15 124
Reclassement	–	(106)	–	(106)
Radiations et dispositions	(1 164)	(2 303)	–	(3 467)
Immobilisations liées à SUN News (note 25)	(2 770)	(11 984)	–	(14 754)
Solde au 31 décembre 2012	62 721 \$	98 925 \$	– \$	161 646 \$
Valeur nette comptable :				
Au 31 décembre 2011	27 269 \$	69 085 \$	5 653 \$	102 007 \$
Au 31 décembre 2012	34 488	59 349	4 657	98 494

¹ La variation nette des acquisitions d'immobilisations financées par les créditeurs et charges à payer, composée majoritairement d'équipements, est de -845 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 (-699 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011).

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

15. LICENCES ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS

Pour les exercices terminés le 31 décembre 2012 et 2011, les changements dans la valeur nette comptable des licences et autres actifs incorporels sont les suivants :

	Licences ¹	Logiciels, sites internet et applications mobiles	Autres actifs incorporels	Projets en cours de dévelop- pement	Total
Coût :					
Solde au 31 décembre 2010	116 713	\$ 36 955	\$ 150	\$ 1 976	\$ 155 794
Acquisitions ²	–	5 168	–	815	5 983
Reclassement	–	1 254	–	(1 185)	69
Radiations et dispositions	(23 119)	(20)	–	–	(23 139)
Solde au 31 décembre 2011	93 594	43 357	150	1 606	138 707
Acquisitions ²	–	2 445	–	699	3 144
Reclassement	–	1 571	–	(964)	607
Radiations et dispositions	(280)	–	(50)	–	(330)
Actifs incorporels liés à SUN News (note 25)	–	(828)	–	–	(828)
Solde au 31 décembre 2012	93 314	\$ 46 545	\$ 100	\$ 1 341	\$ 141 300

Au 31 décembre 2012, le coût des actifs incorporels générés à l'interne, principalement composé de logiciels, sites internet et applications mobiles, est de 7 741 000 \$ (5 099 000 \$ au 31 décembre 2011). Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012, la Société a enregistré des acquisitions d'actifs incorporels générés à l'interne de 1 953 000 \$ (2 132 000 \$ en 2011), a reclassé un solde de 740 000 \$ dans les actifs incorporels générés à l'interne et a transféré les actifs incorporels générés à l'interne liés à SUN News pour 51 000 \$.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

15. LICENCES ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS (suite)

	Licences ¹	Logiciels, sites internet et applications mobiles	Autres actifs incorporels	Projets en cours de dévelop- pement	Total
Amortissements et dépréciation cumulés :					
Solde au 31 décembre 2010	23 863 \$	19 406 \$	50 \$	– \$	43 319 \$
Amortissement	–	3 988	–	–	3 988
Radiations et dispositions	(23 119)	(20)	–	–	(23 139)
Solde au 31 décembre 2011	744	23 374	50	–	24 168
Amortissement	–	5 218	–	–	5 218
Reclassement	–	106	–	–	106
Radiation	–	–	(50)	–	(50)
Actifs incorporels liés à SUN News (note 25)	–	(198)	–	–	(198)
Solde au 31 décembre 2012	744 \$	28 500 \$	– \$	– \$	29 244 \$
Valeur nette comptable :					
Solde au 31 décembre 2011	92 850 \$	19 983 \$	100 \$	1 606 \$	114 539 \$
Solde au 31 décembre 2012	92 570	18 045	100	1 341	112 056

¹ Les actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amortis. Les licences de télédiffusion sont affectées au groupe de l'UGT de la télévision et la licence d'exploitation d'un magazine est affectée au groupe de l'UGT de l'édition. Au cours de l'exercice 2011, le coût et la dépréciation cumulée de 23 119 000 \$ de la licence de télédiffusion de SUN TV ont été éliminés puisque cette licence a été révoquée.

² La variation nette des acquisitions d'actifs incorporels financées par les créiteurs et charges à payer, composée majoritairement de logiciels, est de -121 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 (153 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011).

Au 31 décembre 2012, l'amortissement cumulé des actifs incorporels générés à l'interne, principalement composé de logiciels, sites internet et applications mobiles, est de 4 043 000 \$ (2 059 000 \$ au 31 décembre 2011). Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012, la Société a enregistré une dépense d'amortissement pour les actifs incorporels générés à l'interne de 1 892 000 \$ (757 000 \$ en 2011), a reclassé un solde d'amortissement cumulé de 110 000 \$ pour ces actifs et a transféré l'amortissement cumulé lié aux actifs incorporels générés à l'interne de SUN News pour 18 000 \$.

Au 31 décembre 2012, la valeur nette comptable des actifs incorporels générés à l'interne est de 3 698 000 \$ (3 040 000 \$ au 31 décembre 2011).

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

16. ÉCART D'ACQUISITION

L'écart d'acquisition aux 31 décembre 2012 et 2011 se détaille comme suit :

	Note	2012	2011
Coût		150 817 \$	150 817 \$
Amortissement et dépréciation cumulés	6	111 036	78 836
Valeur nette comptable		39 781 \$	71 981 \$

Au 31 décembre 2012, la valeur comptable de l'écart d'acquisition attribuée au groupe d'UGT du secteur de la télévision est de 2 539 000 \$ et le solde de 37 242 000 \$ est attribué au groupe d'UGT du secteur de l'édition (2 539 000 \$ et 69 442 000 \$ respectivement au 31 décembre 2011).

Au cours de l'exercice 2011, le coût et la dépréciation cumulée de 7 965 000 \$ de l'écart d'acquisition relié à SUN TV ont été éliminés puisque cette société a été dissoute.

Montants recouvrables

Les montants recouvrables ont été déterminés sur la base de la valeur d'utilité en ce qui a trait aux tests de dépréciation effectués. La Société utilise la méthode des flux de trésorerie actualisés pour estimer la valeur d'utilité, lesquels sont calculés à l'aide des flux de trésorerie futurs prévus dans ses plus récents budgets et dans son plan stratégique triennal, tels qu'approuvés par la direction de la Société et présentés au conseil d'administration. Ces prévisions ont été établies en considérant le rendement opérationnel passé et la part de marché de chaque UGT, les tendances économiques et spécifiques de l'industrie et du marché ainsi que les stratégies d'entreprise. Une fourchette de taux de croissance est utilisée pour les flux de trésorerie au-delà de la période de trois ans. Le taux d'actualisation utilisé par la Société est un taux avant impôts dérivé du coût moyen pondéré du capital pertinent à chaque UGT, qui reflète l'évaluation du marché actuel de i) la valeur temporelle de l'argent et ii) du risque spécifique lié aux actifs pour lesquels les estimations des flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustées en fonction du risque. Le taux de croissance perpétuelle a été déterminé en analysant les marchés spécifiques de chaque UGT. Les hypothèses clés suivantes ont été utilisées pour déterminer les montants recouvrables lors des plus récents tests de dépréciation effectués :

Groupe d'UGT	2012 ²		2011 ¹	
	Taux d'actualisation avant impôts (CMPC)	Taux de croissance perpétuelle	Taux d'actualisation avant impôts (CMPC)	Taux de croissance perpétuelle
Télévision ³	11,27 %	1,00 %	11,43 %	1,00 %
Édition	16,26 %	1,00 %	15,89 %	1,00 %

¹ Les tests ont été effectués au 1^{er} avril 2011.

² Le test sur le groupe d'UGT du secteur de la télévision a été effectué au 1^{er} avril 2012 alors que le test sur le groupe d'UGT du secteur de l'édition a été effectué en mars 2012 (note 6).

³ Tel que permis par l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, le montant recouvrable calculé au 1^{er} janvier 2010 a été utilisé dans le test de dépréciation effectué en 2011 pour ce groupe d'UGT.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

16. ÉCART D'ACQUISITION (suite)

Sensibilité des montants recouvrables

Le tableau suivant présente, pour le groupe d'UGT du secteur de la télévision, la variation du taux d'actualisation avant impôts et du taux de croissance perpétuelle utilisés pour le test le plus récent réalisé, qui aurait été nécessaire pour que le montant recouvrable égale la valeur comptable de l'UGT au 1^{er} avril 2012 :

Groupe d'UGT ¹	Hausse du taux d'actualisation avant impôts (CMPC)	Baisse du taux de croissance perpétuelle
Télévision	4,06 %	4,96 %

¹ Aucune analyse de sensibilité n'a été effectuée pour le groupe d'UGT du secteur de l'édition puisqu'une charge de dépréciation a été enregistrée suite au dernier test de dépréciation effectué sur ce groupe d'UGT (note 6).

17. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	Note	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Comptes fournisseurs et charges à payer		43 593 \$	45 922 \$
Salaires et avantages sociaux des employés		22 610	23 323
Comptes à payer à des sociétés sous contrôle commun et affiliées		20 884	10 497
Rémunération à base d'actions	21 et 22	1 519	1 743
Passifs d'impôts exigibles		816	503
Intérêts à payer		293	400
Autres		193	201
		89 908 \$	82 589 \$

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

18. PROVISIONS ET ÉVENTUALITÉS

	Rationalisation des activités d'exploitation		Éventualités et poursuites		Autres provisions		Total
Solde au 31 décembre 2011	756	\$	600	\$	177	\$	1 533 \$
Variation nette dans les résultats	117		15		–		132
Déboursés	(713)		(66)		(24)		(803)
Solde au 31 décembre 2012	160	\$	549	\$	153	\$	862 \$

La comptabilisation des provisions en terme d'échéances et de montants exige l'exercice d'un jugement fondé sur les circonstances et événements pertinents qui peuvent être assujettis à des changements au fil du temps. Les provisions sont principalement constituées des éléments suivants :

Rationalisation des activités d'exploitation

Les provisions pour rationalisation des activités d'exploitation comprennent les indemnités de départ pour l'abolition de postes dans le secteur de la télévision.

Éventualités et poursuites

Un certain nombre de poursuites contre la Société et ses filiales sont en instance. La direction de la Société et ses filiales sont d'avis que le dénouement de ces poursuites ne devrait pas avoir d'incidence importante sur leurs résultats ou leur situation financière.

À la lumière d'avis juridiques et après avoir examiné tous les faits, la direction de la Société a établi des provisions pour des réclamations ou des poursuites spécifiques. La Société ne peut pas déterminer quand ou si des flux de trésorerie futurs liés à ces provisions seront versés.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

19. DETTE À LONG TERME

	31 décembre 2012		31 décembre 2011	
Prêt à terme i)	75 000	\$	75 000	\$
Acceptations bancaires émises ii)	–		17 982	
Frais de financement, déduction faite de l'amortissement cumulé	(562)		(591)	
	74 438		92 391	
Moins la tranche échéant à court terme	–		(17 756)	
Dettes à long terme	74 438	\$	74 635	\$

- i) La dette bancaire de la Société est composée d'un prêt à terme venant à échéance et remboursable en totalité le 11 décembre 2014 pour un montant de 75 000 000 \$. Ce prêt à terme porte intérêt au taux annuel de 5,54 %, avec des paiements d'intérêts les 15 juin et 15 décembre de chaque année. La Société bénéficie aussi d'un crédit rotatif pour un montant de 100 000 000 \$ dont la Société a effectué le renouvellement le 24 février 2012 pour un terme de cinq ans. Il porte intérêt à des taux variables fondés sur le taux des acceptations bancaires ou le taux de base bancaire, plus une marge variable en fonction du ratio de la dette totale sur le bénéfice d'exploitation avant intérêts, impôts, amortissement et autres éléments.

Les frais liés au refinancement du crédit rotatif représentent 391 000 \$ et ont été enregistrés dans les frais de financement, en réduction de la dette à long terme.

- ii) Au 31 décembre 2012, la Société ne détenait aucune acceptation bancaire, ni aucune avance sur le crédit rotatif. Au 31 décembre 2011, les sommes empruntées sur le crédit rotatif représentaient 17 982 000 \$ d'acceptations bancaires, portant intérêt à un taux moyen pondéré de 4,32 %.

En vertu de ses conventions de crédit, la Société est assujettie à certaines restrictions, dont le maintien de certains ratios financiers. Au 31 décembre 2012, la Société respectait les conditions relatives à ses conventions de crédit.

Aux 31 décembre 2012 et 2011, la Société avait des lettres de crédit en circulation d'un montant de 425 000 \$.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

20. AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

	Note	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Passif découlant des prestations de retraite et des avantages complémentaires à la retraite constitués	24	36 526 \$	36 357 \$
Droits de diffusion à payer	23	1 303	976
Rémunération à base d'actions ¹	21 et 22	633	1 136
Autres		37	1 227
		38 499 \$	39 696 \$

¹ La portion à court terme de la rémunération à base d'actions est comprise dans les créditeurs et charges à payer.

21. CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

Un nombre illimité d'actions ordinaires classe A, participantes, avec droit de vote, sans valeur nominale.

Un nombre illimité d'actions classe B, participantes, sans droit de vote, sans valeur nominale.

Un nombre illimité d'actions privilégiées, non participantes, sans droit de vote, d'une valeur nominale de 10 \$ chacune, pouvant être émises en séries.

Émis et payé aux 31 décembre 2012 et 2011 :		
4 320 000 actions ordinaires classe A	72	\$
19 450 906 actions classe B	98 575	
	98 647	\$

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

21. CAPITAL-ACTIONS (suite)

Régime d'options d'achat d'actions classe B à l'intention des dirigeants

Le régime prévoit notamment que l'octroi, les conditions et modalités afférentes aux options octroyées sont déterminés par le comité de rémunération de la Société. Toutefois, le prix de souscription de chaque action classe B visée par une option ne pourra être inférieur au cours de la clôture des actions en Bourse le jour précédant la date d'octroi de l'option. De plus, la durée des options ne pourra excéder 10 ans. Le nombre d'actions classe B pouvant être émises au terme du régime d'options d'achat d'actions classe B à l'intention des dirigeants est de 2 200 000.

Les détenteurs d'options peuvent, au moment de la levée de leurs options, choisir de recevoir de la Société un paiement en espèces égal au nombre d'actions à l'égard desquelles l'option est levée, multiplié par le montant par lequel la valeur du marché excède le prix d'achat des actions visées par ladite option ou, selon certaines modalités, souscrire à des actions classe B de la Société au prix d'exercice. La valeur du marché est définie par la moyenne des cours de clôture des cinq derniers jours de Bourse précédant le jour auquel l'option est levée. Les options octroyées avant janvier 2006 sont normalement acquises en portions égales sur une période de quatre ans, dont la première tranche de 25 % est acquise deux ans suivant la date de l'octroi. Depuis janvier 2006, à l'exception de certaines circonstances et à moins que le comité de rémunération n'en décide autrement au moment de l'octroi, les options octroyées sont acquises sur une période de cinq ans selon l'une des modalités suivantes :

- i) en portions égales sur une période de cinq ans, dont la première tranche de 20 % est acquise un an suivant la date de l'octroi;
- ii) en portions égales sur une période de quatre ans, dont la première tranche de 25 % est acquise deux ans suivant la date de l'octroi;
- iii) en portions égales sur une période de trois ans, dont la première tranche de 33 1/3 % est acquise trois ans suivant la date de l'octroi.

Au cours des exercices 2012 et 2011, la Société n'a octroyé aucune nouvelle option en vertu de ce régime.

La Société a constaté un renversement de la charge de rémunération de 159 000 \$ relativement à ce programme au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 (renversement de la charge de rémunération de 1 595 000 \$ en 2011).

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

21. CAPITAL-ACTIONS (suite)

Régime d'options d'achat d'actions classe B à l'intention des dirigeants (suite)

Un sommaire de la situation aux 31 décembre 2012 et 2011 des options d'achat d'actions en circulation et des changements réalisés dans les exercices terminés à ces dates est présenté ci-dessous :

	2012			2011		
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré		Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	
Solde au début de l'exercice	833 610	16,35	\$	833 610	16,35	\$
Annulées	(14 189)	16,84		—	—	
Solde à la fin de l'exercice	819 421	16,34	\$	833 610	16,35	\$
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	819 421	16,34	\$	720 266	16,59	\$

Fourchette des prix d'exercice	Options en cours			Options pouvant être exercées		
	Nombre d'options en cours au 31 décembre 2012	Durée de vie contractuelle moyenne pondérée à courir	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options pouvant être exercées au 31 décembre 2012	Prix d'exercice moyen pondéré	
14,50 \$ à 16,40 \$	628 412	4,43	14,95 \$	628 412	14,95	\$
20,50 \$ à 21,38 \$	191 009	1,86	20,91	191 009	20,91	
14,50 \$ à 21,38 \$	819 421	3,83	16,34 \$	819 421	16,34	\$

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

21. CAPITAL-ACTIONS (suite)

Régime d'options d'achat d'actions classe B à l'intention des dirigeants (suite)

La juste valeur des options d'achat d'actions du régime d'options de la Société a été estimée au moyen du modèle d'évaluation d'options Black-Scholes. Les hypothèses moyennes pondérées suivantes ont été utilisées pour estimer la juste valeur de toutes les options d'achat d'actions en circulation du régime d'options d'achat d'actions de la Société aux 31 décembre 2012 et 2011 :

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Taux d'intérêt sans risque	1,13 %	1,05 %
Volatilité prévue	37,05 %	36,26 %
Durée restante prévue	1,4 année	1,9 année

La volatilité prévue est basée sur la volatilité historique du prix des actions classe B de la Société pour une période équivalente à la durée restante prévue des options. La durée restante prévue des options octroyées représente la période de temps au cours de laquelle les options attribuées devraient être en circulation. Le taux d'intérêt sans risque sur la durée restante prévue de l'option est basé sur la courbe de rendement du gouvernement du Canada en vigueur au moment de l'évaluation.

Aux 31 décembre 2012 et 2011, la valeur intrinsèque des passifs pour lesquels les options ont été acquises était nulle.

Résultat par action

Le tableau suivant présente le calcul du résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires :

	2012	2011
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires	(4 112 000) \$	25 603 000 \$
Nombre moyen pondéré d'actions de base et dilué en circulation	23 770 906	23 770 906
Résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires (en dollars)	(0,17) \$	1,08 \$

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2012, 819 421 options d'achat d'actions classe B n'ont pas été incluses dans le calcul du résultat par action dilué (833 610 options d'achat d'actions classe B en 2011) étant donné que leur prix d'exercice était supérieur au cours moyen de l'action.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

22. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS DE QUÉBECOR MÉDIA

En vertu d'un régime d'options d'achat d'actions créé par Québecor Média, des options ont été octroyées aux membres de la haute direction de la Société. Chaque option peut être exercée au cours des 10 années suivant la date de l'octroi, à un prix d'exercice n'étant pas inférieur à la juste valeur des actions ordinaires de Québecor Média, au moment de l'octroi, telle que déterminée par le conseil d'administration de Québecor Média (advenant que les actions ordinaires de Québecor Média ne soient pas inscrites à une bourse reconnue au moment de l'octroi) ou le cours moyen pondéré des cinq jours de bourse précédant la date d'octroi des actions ordinaires de Québecor Média sur les marchés boursiers où ces actions sont inscrites. Tant et aussi longtemps que les actions ordinaires de Québecor Média ne sont pas inscrites à une bourse reconnue, les options acquises sont exerçables uniquement durant les périodes suivantes : du 1^{er} mars au 30 mars; du 1^{er} juin au 29 juin; du 1^{er} septembre au 29 septembre; et du 1^{er} décembre au 30 décembre de chaque année. De plus, au moment de la levée d'une option, les détenteurs d'options peuvent, à leur discrétion : i) demander que la plus-value des actions sous-jacentes à une option acquise leur soit versée ou ii) souscrire, sous certaines conditions, à des actions ordinaires de Québecor Média.

À l'exception de certaines circonstances et à moins que le comité de rémunération de Québecor Média n'en décide autrement, les options sont acquises sur une période de cinq ans selon l'une des méthodes suivantes, déterminée par le comité de rémunération au moment de l'octroi : i) en portions égales sur une période de cinq ans dont la première tranche de 20 % est acquise un an suivant la date de l'octroi; ii) en portions égales sur une période de quatre ans dont la première tranche de 25 % est acquise deux ans suivant la date de l'octroi; ou iii) en portions égales sur une période de trois ans dont la première tranche de 33 1/3 % est acquise trois ans suivant la date de l'octroi.

La Société a constaté une charge de rémunération de 482 000 \$ relativement à ce programme au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 (26 000 \$ en 2011).

Un sommaire de la situation aux 31 décembre 2012 et 2011 des options d'achat d'actions octroyées aux membres de la haute direction de la Société et des changements réalisés dans les exercices terminés à ces dates est présenté ci-dessous :

	2012			2011		
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré		Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	
Solde au début de l'exercice	393 252	46,66	\$	387 482	46,33	\$
Octroyées	–	–		21 000	50,23	
Exercées	(168 836)	46,57		(15 230)	43,32	
Options liées à des cadres de SUN News (note 25)	(11 000)	50,10		–	–	
Solde à la fin de l'exercice	213 416	46,55	\$	393 252	46,66	\$
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	49 291	45,99	\$	124 074	46,14	\$

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

22. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS DE QUÉBECOR MÉDIA (suite)

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2012, 168 836 options d'achat d'actions de Québecor Média ont été exercées pour une contrepartie en espèces de 986 000 \$ (15 230 options d'achat d'actions pour 108 000 \$ en 2011).

Fourchette des prix d'exercice	Options en cours			Options pouvant être exercées	
	Nombre d'options en cours au 31 décembre 2012	Durée de vie contractuelle moyenne pondérée à courir	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options pouvant être exercées au 31 décembre 2012	Prix d'exercice moyen pondéré
31,92 \$ à 46,48 \$	168 875	7,04	46,17 \$	14 750	42,94 \$
47,29 \$ à 50,37 \$	44 541	5,65	47,98	34 541	47,29
31,92 \$ à 50,37 \$	213 416	6,75	46,55 \$	49 291	45,99 \$

La juste valeur des options d'achat d'actions du régime d'options de Québecor Média a été estimée au moyen du modèle d'évaluation d'options Black-Scholes. Les hypothèses moyennes pondérées suivantes ont été utilisées pour estimer la juste valeur de toutes les options d'achat d'actions en circulation du régime d'options d'achat d'actions de Québecor Média aux 31 décembre 2012 et 2011 :

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Taux d'intérêt sans risque	1,27 %	1,19 %
Taux de dividende	1,71 %	1,66 %
Volatilité prévue	23,24 %	29,87 %
Durée restante prévue	2,8 années	3,0 années

Puisqu'en date du 31 décembre 2012, les actions ordinaires de Québecor Média n'étaient pas cotées sur un marché boursier, la volatilité prévue découle de la volatilité implicite des actions de la société mère de Québecor Média. La durée restante prévue des options octroyées représente la période de temps au cours de laquelle les options attribuées devraient être en circulation. Le taux d'intérêt sans risque sur la durée restante prévue de l'option est basé sur la courbe de rendement du gouvernement du Canada en vigueur au moment de l'évaluation. Le taux de dividende est basé sur le taux moyen actuel.

Au 31 décembre 2012, la valeur intrinsèque des passifs pour lesquels les options ont été acquises était de 549 000 \$ (300 000 \$ au 31 décembre 2011).

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

23. CRÉDITS D'IMPÔT ET AIDE GOUVERNEMENTALE

Les revenus comprennent un montant de 12 134 000 \$ (12 106 000 \$ en 2011) au titre de l'aide gouvernementale à la programmation locale ainsi qu'à la production et à la diffusion de contenu canadien dans les magazines.

Des crédits d'impôts et de l'aide gouvernementale au montant de 2 837 000 \$ (4 000 000 \$ en 2011) ont été comptabilisés en réduction des frais de production des émissions et de coûts liés à la mise en marché de films, lesquels sont inclus dans les charges d'exploitation.

Au 31 décembre 2012, les avances reçues pour de l'aide gouvernementale totalisent 411 000 \$ (549 000 \$ en 2011) et sont présentées dans les droits de distribution à payer qui figurent sous la rubrique « Autres éléments de passif ». Les revenus reportés incluent un montant de 1 550 000 \$ (213 000 \$ en 2011) lié à l'aide financière pour la production et la diffusion de contenu canadien dans les magazines.

24. RÉGIMES DE RETRAITE ET AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES À LA RETRAITE

Les régimes de retraite à l'intention des employés cadres et syndiqués de la Société comportent un volet à prestations définies, de type salaire de carrière indexé avant et après la retraite, ainsi qu'un volet à cotisations définies. La Société offre aux cadres supérieurs un régime de retraite de type salaire de fin de carrière, indexé avant et après la retraite, ainsi qu'un régime excédentaire non indexé après la retraite, dont les prestations compensent l'effet des limites fiscales. Les prestations de retraite de certains employés de TVA Publications inc. (« TVA Publications ») sont de type salaire de carrière indexé avant et après la retraite. La politique de la Société est de maintenir les cotisations à un niveau permettant de pourvoir aux prestations.

La Société offre également aux employés retraités admissibles des avantages complémentaires à la retraite. Les coûts de ces avantages, qui sont essentiellement des prestations de soins de santé, sont comptabilisés durant la période de service actif de l'employé.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

24. RÉGIMES DE RETRAITE ET AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES À LA RETRAITE (suite)

Les tableaux suivants présentent les informations relatives aux régimes à prestations définies et font le rapprochement entre la variation des obligations découlant des régimes et la juste valeur des éléments d'actif des régimes pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011 :

	Prestations de retraite		Avantages complémentaires à la retraite	
	2012	2011	2012	2011
Variation des obligations au titre des prestations constituées				
Obligations au titre des prestations constituées au début de l'exercice	202 864 \$	182 971 \$	1 736 \$	1 630 \$
Coût des prestations au titre des services rendus	4 945	4 024	3	4
Frais d'intérêts	9 738	9 700	66	55
Cotisations des participants	3 150	2 866	–	–
Perte actuarielle	12 582	14 540	44	147
Prestations payées	(8 491)	(11 237)	(126)	(100)
Obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	224 788 \$	202 864 \$	1 723 \$	1 736 \$
Variation de l'actif des régimes				
Juste valeur de l'actif des régimes au début de l'exercice	166 993 \$	163 836 \$	– \$	– \$
Rendement réel sur l'actif des régimes	16 736	1 499	–	–
Cotisations de l'employeur	11 597	10 029	126	100
Cotisations des participants	3 150	2 866	–	–
Prestations payées	(8 491)	(11 237)	(126)	(100)
Juste valeur de l'actif des régimes à la fin de l'exercice	189 985 \$	166 993 \$	– \$	– \$

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

24. RÉGIMES DE RETRAITE ET AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES À LA RETRAITE (suite)

Les actifs des régimes sont constitués des éléments suivants :

	31 décembre 2012		31 décembre 2011	
Titres de capitaux propres	56,5	%	57,1	%
Titres de créances	40,8		40,9	
Autres	2,7		2,0	
	100,0	%	100,0	%

Aux 31 décembre 2012 et 2011, des actions ordinaires de Québecor étaient comprises dans les titres de capitaux propres susmentionnés et comptaient respectivement pour 609 000 \$ (0,3 % des actifs des régimes) et 725 000 \$ (0,4 % des actifs des régimes).

Le rapprochement de l'état de la capitalisation avec le passif au titre des prestations constituées comptabilisé dans les bilans consolidés se détaille comme suit :

	Prestations de retraite		Avantages complémentaires à la retraite	
	2012	2011	2012	2011
Rapprochement de l'état de la capitalisation				
Obligations non capitalisées au titre des prestations constituées	(2 461) \$	(2 213) \$	(1 723) \$	(1 736) \$
Obligations capitalisées au titre des prestations constituées	(222 327)	(200 651)	-	-
Juste valeur de l'actif régime	189 985	166 993	-	-
Déficit des régimes	(34 803)	(35 871)	(1 723)	(1 736)
Coût des prestations pour services passés – portion non acquise	-	1 250	-	-
Passif au titre des prestations constituées, sous la rubrique « Autres éléments de passif »	(34 803) \$	(34 621) \$	(1 723) \$	(1 736) \$

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

24. RÉGIMES DE RETRAITE ET AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES À LA RETRAITE (suite)

Les éléments des écarts actuariels sont les suivants :

	Prestations de retraite		Avantages complémentaires à la retraite	
	2012	2011	2012	2011
Différence entre le rendement attendu et réel de l'actif des régimes :				
Gain (perte)	5 016 \$	(10 006) \$	– \$	– \$
En proportion de l'actif des régimes	2,6 %	(6,0) %	– %	– %
Perte liée à l'expérience sur le passif des régimes :				
Perte	(12 582) \$	(14 540) \$	(40) \$	(147) \$
En proportion du passif des régimes	5,6 %	7,2 %	2,3 %	8,5 %

Les éléments du coût net des régimes sont les suivants :

	Prestations de retraite		Avantages complémentaires à la retraite	
	2012	2011	2012	2011
Coût des prestations au titre des services rendus	4 945 \$	4 024 \$	3 \$	4 \$
Frais d'intérêts	9 738	9 700	66	55
Rendement attendu sur l'actif des régimes	(11 720)	(11 505)	–	–
Coût net des prestations au titre des services antérieurs de l'exercice	1 250	1 251	–	–
Autres	–	–	–	(237)
Coût net des prestations	4 213 \$	3 470 \$	69 \$	(178) \$

Le coût relatif aux régimes de retraite à cotisations définies pour l'exercice 2012 se chiffrait à 3 488 000 \$ (3 264 000 \$ en 2011).

Les cotisations de l'employeur prévues pour les régimes de retraite à prestations définies et les régimes d'avantages complémentaires à la retraite de la Société seront de 11 040 000 \$ en 2013 (des contributions de 11 723 000 \$ ont été payées en 2012).

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

24. RÉGIMES DE RETRAITE ET AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES À LA RETRAITE (suite)

Hypothèses

L'hypothèse de rendement attendu à long terme sur l'actif des régimes est choisie en identifiant, dans un premier temps, les taux de rendement à long terme de chacune des catégories d'actifs importantes. La stratégie d'investissement de la Société quant aux actifs des régimes prend en considération un nombre de facteurs, y compris l'horizon de temps des obligations liées aux régimes de retraite et du risque d'investissement. Une fourchette d'affectation par catégorie d'actifs a été développée et est utilisée pour la répartition de l'actif des régimes entre les titres de capitaux propres et les titres de créances afin de maximiser le rendement à long terme. Le choix du taux de rendement à long terme attendu est basé sur l'historique des rendements à long terme antérieurs et l'anticipation présente des rendements futurs. De plus, ce choix prend en compte le taux d'inflation et le fait qu'une gestion active est utilisée pour chaque catégorie d'actifs. Un taux unique de rendement sur l'actif des régimes est par la suite calculé selon le rendement moyen pondéré sur chaque catégorie d'actifs.

La Société choisit son hypothèse pour le taux d'actualisation qui est utilisé afin de déterminer le coût annuel des prestations et les frais d'intérêts, en se basant sur un index des rendements des obligations de sociétés de première catégorie et une analyse de la courbe de rendement correspondante selon les durations des régimes à la date d'évaluation.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les obligations liées aux régimes de la Société aux 31 décembre 2012 et 2011 sont les suivantes :

	Prestations de retraite		Avantages complémentaires à la retraite	
	2012	2011	2012	2011
Obligations au titre des prestations constituées				
Taux à la fin de l'exercice :				
Taux d'actualisation	4,40 %	4,75 %	4,40 %	4,75 %
Taux d'augmentation de la rémunération	3,25 – 3,50	3,25 – 3,50	3,25 – 3,50	3,25 – 3,50
Coût des prestations périodiques				
Taux à la fin de l'exercice précédent :				
Taux d'actualisation	4,75 %	5,25 %	4,75 %	5,25 %
Rendement attendu sur l'actif des régimes	7,00	7,00	–	–
Taux d'augmentation de la rémunération	3,25 – 3,50	3,25 – 3,50	3,25 – 3,50	3,25 – 3,50

La tendance du taux présumé du coût des soins de santé utilisé dans le calcul de l'obligation au titre des avantages complémentaires à la retraite constitués était de 7,8 % à la fin de 2012. Selon les prévisions, le coût devrait diminuer graduellement au cours des quatorze prochaines années pour s'établir à 5,0 % et demeurer à ce niveau par la suite.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

24. RÉGIMES DE RETRAITE ET AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES À LA RETRAITE (suite)

Analyses de sensibilité

Une diminution de 25 points de base du taux d'actualisation (au début de l'exercice, ce qui a un impact sur les résultats, et à la fin de l'exercice, ce qui a un impact sur le résultat global) et du taux de rendement attendu sur l'actif des régimes aurait les impacts suivants, avant impôts sur le bénéfice, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 :

Augmentation (diminution)	Prestations de retraite			Avantages complémentaires à la retraite		
	Obligation au bilan	Bénéfice	Autres éléments du résultat global	Obligation au bilan	Bénéfice	Autres éléments du résultat global
Taux d'actualisation	9 273 \$	(226) \$	(9 273) \$	71 \$	– \$	(71) \$
Rendement attendu sur l'actif des régimes	–	(419)	419	–	–	–

25. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont composés des membres du conseil d'administration de la Société et des membres de la haute direction. Leur rémunération est la suivante :

	2012	2011
Salaires et avantages à court terme	4 030 \$	4 480 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	598	666
Rémunération à base d'actions	291	(1 602)
Autres avantages à long terme	613	663
	5 532 \$	4 207 \$

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

25. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (suite)

Revenus et charges d'exploitation

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012, la Société a conclu les opérations suivantes avec des sociétés apparentées dans le cours normal de ses activités. Ces opérations ont été conclues selon des modalités équivalentes à celles qui existent dans le cas d'opérations soumises à des conditions de concurrence normale et ont été comptabilisées selon la contrepartie convenue entre les parties.

- La Société a vendu des espaces publicitaires et du contenu, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et affiliées, pour un montant total de 78 743 000 \$ (64 256 000 \$ en 2011).
- La Société a constaté une charge de droits de diffusion, des charges liées à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, de services professionnels, des commissions sur ventes et des services de presse provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées pour un total de 35 005 000 \$ (30 565 000 \$ en 2011). De plus, le bilan consolidé inclut des droits de diffusion à payer présentés dans le passif à court terme s'élevant à 100 000 \$ aux 31 décembre 2012 et 2011 auprès de ces mêmes sociétés.
- La Société a comptabilisé des honoraires de gestion à la société mère pour un montant de 4 320 000 \$ (4 320 000 \$ en 2011).

Autres opérations

Tel que mentionné à la note 8, la Société et Corporation Sun Media, une société sous contrôle commun de la société mère, Québecor Média, ont constitué, au cours de l'exercice 2010, une nouvelle société en nom collectif, SUN News. La Société détenait alors une participation de 51 % alors que Corporation Sun Media détenait une participation de 49 %. Les résultats de cette société en nom collectif étaient consolidés à 100 % dans les résultats de la Société et la participation de Corporation Sun Media était enregistrée sous la rubrique « Participation ne donnant pas le contrôle » à l'état consolidé des résultats. Le 30 juin 2012, la Société a vendu une participation de 2 % dans SUN News à Corporation Sun Media pour un montant de 765 000 \$. La Société détient maintenant une participation de 49 % dans SUN News alors que Corporation Sun Media détient 51 %. La différence entre le montant versé et la valeur comptable de cette participation a entraîné un gain de 581 000 \$ qui a été comptabilisé dans le surplus d'apport. Suite à la perte de contrôle dans cette société, les résultats de SUN News ne sont plus consolidés depuis le 1^{er} juillet 2012 et le placement dans cette société est dorénavant comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

25. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (suite)

Autres opérations (suite)

Le tableau suivant fournit le détail de l'actif net de SUN News qui a été reclassé comme placement selon la méthode de la mise en équivalence à la date de déconsolidation :

	30 juin 2012
Actif à court terme	
Espèces	430 \$
Débiteurs et autres actifs à court terme	2 792
	3 222
Actif à long terme	
Immobilisations	8 873
Actifs incorporels	650
	12 745
Passif à court terme	
Créditeurs et charges à payer	3 555
Actif net	9 190
Participation de Corporation Sun Media	(4 687)
Placement selon la méthode de la mise en équivalence	4 503 \$

Au cours de l'exercice 2012, une contribution totale de 15 250 000 \$ (20 500 000 \$ en 2011) a été effectuée par les sociétaires, dont une mise de fonds de 7 633 000 \$ par Corporation Sun Media (10 045 000 \$ en 2011).

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

26. ENGAGEMENT ET GARANTIES

a) Contrats de location et ententes d'achat

La Société s'est engagée en vertu de contrats de location-exploitation, principalement pour des locaux et des équipements ainsi que pour des contrats d'acquisition de services, de droits de distribution et de diffusion, d'immobilisations et d'actifs incorporels représentant des paiements totaux de 114 507 000 \$, dont 8 528 000 \$ avec des sociétés apparentées. Les contrats de location ont divers termes, clauses d'indexation, options d'achat et droits de renouvellement. Les paiements minimaux pour les années futures s'établissent comme suit :

	Contrats de location		Droits de diffusion et de distribution		Autres
2013	1 173	\$	44 978	\$	10 072
2014 à 2017	3 354		40 766		10 624
2018 et ultérieurement	2 772		–		768

Les dépenses liées aux contrats de location-exploitation de la Société et ses filiales s'établissent à 2 402 000 \$ en 2012 (4 820 000 \$ en 2011) et ont été constatées à titre de charge d'exploitation dans les états consolidés des résultats.

b) Garanties

La Société a garanti une partie des valeurs résiduelles de certains des actifs loués en vertu de contrats de location-exploitation pour le bénéfice du bailleur. Si la juste valeur des actifs loués, à la fin de la durée des contrats de location-exploitation respectifs dont ils font l'objet, est inférieure à leur valeur résiduelle garantie, la Société devra alors compenser le bailleur, sous réserve de certaines conditions, pour une partie du manque à gagner. Au 31 décembre 2012, l'obligation maximale à l'égard de ces garanties totalise approximativement 310 000 \$ et la Société n'a pas constaté de montant au bilan consolidé relativement à ces garanties. La Société n'a effectué aucun paiement relativement à ces garanties au cours des exercices précédents.

Dans le cours normal de ses activités, la Société conclut avec des tiers des ententes d'indemnisation dans le cadre de certaines transactions, telles que des contrats d'acquisitions, des ententes de services et des contrats de location. Ces ententes obligent la Société à indemniser un tiers pour les dépenses engagées en regard de circonstances spécifiques. Les termes de ces indemnisations peuvent varier d'une transaction à l'autre en fonction des clauses incluses dans l'entente. La nature de ces ententes d'indemnisation empêche la Société d'estimer de façon raisonnable le montant maximal potentiel qu'elle pourrait être tenue de verser à un tiers sur l'ensemble de ses engagements. Par ailleurs, des engagements spécifiques à risque s'élèvent à environ 2 600 000 \$ au 31 décembre 2012. La Société n'a pas constaté de passif au bilan consolidé relativement à ces ententes puisqu'elle a l'assurance raisonnable qu'elle ne subira pas d'impact négatif suite à leur mise en application ou résolutions.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

27. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les politiques de gestion des risques financiers de la Société sont établies afin d'identifier et d'analyser les risques auxquels la Société est confrontée, de fixer des contrôles et des limites de risques appropriés, et de superviser les risques et le respect des limites. Les politiques de gestion des risques sont revues au besoin afin de refléter les changements de conditions du marché et des activités de la Société.

La Société et ses filiales utilisent des instruments financiers et, par conséquent, sont exposées au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché découlant des variations de taux de change et de taux d'intérêt.

a) Juste valeur des instruments financiers

La valeur comptable des débiteurs de tierces parties et des sociétés apparentées (classés comme prêts et créances), des créditeurs, des charges à payer et des provisions de tierces parties et des sociétés apparentées ainsi que des droits de diffusion et de distribution à payer (classés comme autres passifs financiers) se rapproche de leur juste valeur étant donné que ces éléments seront réalisés ou réglés à moins d'un an ou sont dus sur demande. La juste valeur des autres placements n'a pas pu être déterminée, car il n'existe pas de prix coté sur un marché organisé pour ces types de placements.

La juste valeur de la dette à long terme est fondée sur le calcul des flux de trésorerie actualisés en utilisant les taux de rendement à la fin de l'exercice ou la valeur de marché d'instruments financiers similaires comportant la même échéance.

La valeur comptable et la juste valeur de la dette à long terme aux 31 décembre 2012 et 2011 sont les suivantes :

	31 décembre 2012		31 décembre 2011	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Acceptations bancaires	– \$	– \$	17 982 \$	18 200 \$
Prêt à terme	75 000	78 400	75 000	80 400

La Société a considéré la hiérarchie des évaluations à la juste valeur selon l'*IFRS 7, Instruments financiers – informations à fournir*. Cette hiérarchie reflète l'importance des données utilisées pour évaluer ses autres instruments financiers comptabilisés à la juste valeur dans les bilans consolidés et se détaille comme suit :

- niveau 1 : les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- niveau 2 : les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix);
- niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

La juste valeur de l'encaisse et du découvert bancaire classés comme détenus à des fins de transaction est déterminée en utilisant les données du niveau 1.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

27. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

b) Gestion du risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Société subisse une perte lorsqu'elle est exposée à des pertes sur créances découlant de défauts de paiement d'obligations contractuelles par des tierces parties.

Dans le cours normal de ses activités, la Société évalue régulièrement la situation financière de ses clients et examine l'historique de crédit de tout nouveau client. Au 31 décembre 2012, aucun client n'avait un solde représentant une partie importante du chiffre consolidé des comptes clients de la Société. La Société établit une provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit propre à ses clients. Le solde des comptes clients de la Société est réparti entre de nombreux clients, principalement des agences de publicité. La Société ne croit donc pas qu'elle soit exposée à un niveau de risque de crédit inhabituel ou important. Au 31 décembre 2012, 5,57 % des comptes clients étaient impayés depuis plus de 120 jours après la date de facturation (4,35 % au 31 décembre 2011). De plus, au 31 décembre 2012, la provision pour créances douteuses s'élevait à 1 100 000 \$ (1 186 000 \$ au 31 décembre 2011).

Le tableau suivant présente les changements à la provision pour créances douteuses pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011 :

	2012	2011
Solde au début de l'exercice	1 186 \$	3 035 \$
Variation comptabilisée à l'état des résultats	602	(521)
Utilisation	(649)	(1 328)
Provision pour créances douteuses liée à SUN News (note 25)	(39)	–
Solde à la fin de l'exercice	1 100 \$	1 186 \$

c) Gestion du risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société et ses filiales ne soient pas en mesure de rencontrer leurs obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance ou le risque que ces obligations soient rencontrées à un coût excessif. La Société et ses filiales s'assurent qu'elles ont suffisamment de flux de trésorerie provenant des opérations courantes et de disponibilités de sources de financement pour rencontrer les besoins futurs de fonds requis pour les investissements à long terme, le fonds de roulement, les paiements d'intérêts et remboursements de dettes, les contributions aux fonds de pension, les dividendes et les rachats d'actions.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

27. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

c) Gestion du risque de liquidité (suite)

Au 31 décembre 2012, les obligations et les échéances des passifs financiers de la Société se détaillent comme suit :

	Total	Moins de 1 an	1 à 3 ans	3 à 5 ans
Créditeurs et charges à payer	89 715	\$ 89 715	\$ –	\$ –
Droits de diffusion et de distribution à payer	18 269	16 966	1 303	–
Dette à long terme	75 000	–	75 000	–
Paievements d'intérêts	9 798	4 505	4 855	438
Total	192 782	\$ 111 186	\$ 81 158	\$ 438

d) Risque du marché

Le risque du marché est le risque que les variations de valeur du marché dues à des fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt affectent les revenus de la Société ou la valeur de ses instruments financiers. L'objectif d'une gestion du risque de marché est de limiter et de contrôler l'exposition à ce risque à l'intérieur de paramètres acceptables.

Risque de change

La Société est exposée à un risque de change limité sur les revenus et les dépenses compte tenu du faible volume de transactions effectuées dans des devises autres que le dollar canadien. La devise la plus transigée est le dollar américain et il est utilisé principalement pour certains achats de droits de distribution, de dépenses en immobilisations et dans la perception de revenus avec certains clients. Compte tenu du faible volume de transactions en devises, la Société ne voit pas la nécessité d'utiliser une couverture de change. Par conséquent, la sensibilité de la Société à l'égard de la variation des taux de change est limitée. Une augmentation ou une diminution de 1 % dans le taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain aurait un impact non matériel sur le bénéfice net.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt lié à sa dette à long terme. La Société détient une partie importante de sa dette à long terme à taux fixe, ce qui limite de façon importante le risque lié à la variation de taux d'intérêt. Au 31 décembre 2012, la dette à long terme de la Société comprenait une portion de 100 % (81 % au 31 décembre 2011) de dette à taux fixe et aucune dette à taux variable (une portion de 19 % de dette à taux variable au 31 décembre 2011).

Une augmentation (diminution) de 100 points de base dans le taux des acceptations bancaires canadien à la fin du présent exercice n'aurait eu aucun impact puisque la seule facilité de crédit de la Société portant intérêt à taux variable était inutilisée.

La Société revoit sa situation régulièrement afin de s'assurer que les risques n'ont pas changé.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

27. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

e) Gestion du capital

Les principaux objectifs de la Société dans sa gestion du capital sont :

- de préserver la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation afin de continuer à donner un rendement à ses actionnaires;
- de maintenir une base optimale de sa structure de capital afin de répondre aux besoins en capitaux dans les différents secteurs d'activités, y compris les occasions de croissance et le maintien de la confiance des investisseurs et des créanciers.

La Société gère sa structure du capital en tenant compte des caractéristiques des risques liés aux actifs sous-jacents de ses secteurs et selon les exigences requises, s'il y a lieu. La gestion de la structure du capital comprend l'émission de nouvelles dettes ou le remboursement de sa dette actuelle par l'utilisation d'entrées d'argent générées à l'interne, les montants de distribution aux actionnaires sous forme de dividendes ou de rachat d'actions, l'émission de nouveau capital-actions sur le marché et l'apport d'ajustements à son programme de dépenses en immobilisations. À l'exception de la cessation de versement de dividendes, la stratégie de la Société est demeurée inchangée en regard de l'exercice précédent.

La structure du capital de la Société est composée des capitaux propres, d'un découvert bancaire et d'une dette à long terme, moins les espèces.

La structure du capital se présente comme suit :

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Découvert bancaire	– \$	3 980 \$
Dette à long terme	75 000	92 982
Espèces	(10 619)	(1 756)
Passif net	64 381	95 206
Capitaux propres	266 545 \$	281 029 \$

À l'exception des exigences de ratios financiers requises dans ses conventions de crédit, la Société n'est assujettie à aucune autre exigence externe sur le capital. Au 31 décembre 2012, la Société respecte les conditions relatives à ses conventions de crédit.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

28. INFORMATION SECTORIELLE

Les activités de la Société se composent des secteurs suivants :

- **Le secteur de la télévision** inclut les activités du Réseau TVA (incluant les filiales et divisions TVA Productions inc., TVA Ventes et Marketing inc., TVA Accès, TVA Création, TVA Nouvelles, TVA Interactif), des services spécialisés, de la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques télévisuelles, des activités de télé-achat et de boutiques en ligne de la division TVA Boutiques ainsi que des activités de distribution de produits audiovisuels de la division TVA Films.
- **Le secteur de l'édition** inclut les activités de TVA Publications, une entreprise de contenu qui se spécialise dans l'édition de magazines de langue française dans des domaines variés incluant les arts, le spectacle, la télévision, la mode et la décoration, la commercialisation des produits numériques associés aux différentes marques liées aux magazines et les activités de sa division TVA Studio qui se spécialise dans les activités d'éditions sur mesure, de productions commerciales imprimées et de services prémédia.

Les éléments intersectoriels représentent les éliminations de transactions dans le cours normal des activités effectuées entre les secteurs d'activités de la Société en ce qui a trait aux revenus et aux dépenses.

Les secteurs isolables déterminés par la direction de la Société sont des unités d'exploitation stratégiques qui offrent des biens et services divers. Ils sont gérés séparément, entre autres, parce que chaque secteur exige des stratégies de mise en marché différentes.

Les conventions comptables pour ces secteurs sont les mêmes que celles utilisées par la Société dans son ensemble (note 1).

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

28. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

					2012		
	Télévision		Édition		Éléments intersectoriels		Total
Revenus	394 075	\$	67 357	\$	(4 066)	\$	457 366 \$
Achats de biens et services	212 884		44 274		(4 066)		253 092
Coûts liés au personnel	140 401		18 316		–		158 717
Bénéfice d'exploitation ¹	40 790		4 767		–		45 557
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels							20 342
Charges financières							5 465
Dépréciation de l'écart d'acquisition							32 200
Gain sur disposition d'entreprises							(12 881)
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres							117
Bénéfice avant impôts sur le bénéfice et part de la perte dans les entreprises associées							314 \$
Acquisitions d'immobilisations	19 349	\$	2 481	\$	–	\$	21 830 \$
Acquisitions d'actifs incorporels	2 462	\$	803	\$	–	\$	3 265 \$
Actif total	448 529	\$	53 442	\$	–	\$	501 971 \$

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

28. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

	2011			
	Télévision	Édition	Éléments intersectoriels	Total
Revenus	378 854 \$	70 622 \$	(3 981) \$	445 495 \$
Achats de biens et services	204 637	42 279	(3 981)	242 935
Coûts liés au personnel	134 273	17 763	–	152 036
Bénéfice d'exploitation ¹	39 944	10 580	–	50 524
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels				17 437
Charges financières				5 947
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres				1 665
Bénéfice avant impôts sur le bénéfice et part du bénéfice dans l'entreprise associée				25 475 \$
Acquisitions d'immobilisations	29 896 \$	120 \$	– \$	30 016 \$
Acquisitions d'actifs incorporels	4 964 \$	866 \$	– \$	5 830 \$
Actif total	449 943 \$	83 910 \$	– \$	533 853 \$

¹ Le chef de la direction utilise le bénéfice d'exploitation comme mesure du profit pour évaluer la performance de chaque secteur. Le bénéfice d'exploitation est une mesure non normalisée selon les IFRS et est définie comme étant le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations et des actifs incorporels, les charges financières, la dépréciation de l'écart d'acquisition, le gain sur disposition d'entreprises, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres, les impôts sur le bénéfice, la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées après impôts et la perte nette attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle.